Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 73° **Roma - Sabato, 26 marzo 1932 - Anno X** **Numero 71**

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1932

REGIO DECRETO-LEGGE 19 marzo 1932, n. 197.
Esecuzione della Convenzione di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Spagna . . . . Pag. 1426

REGIO DECRETO-LEGGE 19 marzo 1932, n. 198.
Esecuzione dell'Accordo addizionale al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925 . Pag. 1435

REGIO DECRETO-LEGGE 25 gennaio 1932, n. 199.
Approvazione del Protocollo addizionale all'Accordo commerciale italo-francese del 7 marzo 1928, per l'importazione dei vini italiani in Francia, Protocollo stipulato in Roma, tra l'Italia e la Francia, il 16 novembre 1931 . . . . Pag. 1448

REGIO DECRETO 22 febbraio 1932, n. 200.
Decadenza della « Società veneta per costruzione ed esercizio di ferrovie secondarie italiane » dalle concessioni delle linee tramviarie Asolo-Montebelluna-Valdobbiadene e Asolo-Caselle d'Asolo. Pag. 1449

REGIO DECRETO 22 febbraio 1932, n. 201.
Approvazione dello statuto organico dell'Opera pia « Civico ospedale di Arco e Dro » con sede in Arco . . . . Pag. 1449

REGIO DECRETO 22 febbraio 1932, n. 202.
Approvazione dello statuto organico della Società di pubblica assistenza « Humanitas », con sede in Romito Magra (frazione di Arcola) . . . . Pag. 1449

REGIO DECRETO 2 febbraio 1932, n. 203.
Erezione in ente morale della fondazione « Conte Dino Crespi » con sede in Busto Arsizio . . . . Pag. 1449

REGIO DECRETO 2 febbraio 1932, n. 204.
Erezione in ente morale della fondazione « Ospizio vecchi poveri Beneficenza Coniugi Preyer » con sede in Casalmorano. Pag. 1450

REGIO DECRETO 22 febbraio 1932, n. 205.
Erezione in ente morale della fondazione « Principi di Piemonte », con sede in Pola . . . . Pag. 1450

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana . . . Pag. 1450

CONCORSI

Ministero delle comunicazioni: Concorso per l'ammissione alla scuola di numero 70 allievi militi portuari . . . Pag. 1453

Ministero degli affari esteri: Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso bandito per 10 posti di cancelliere di 4ª classe . . . . Pag. 1454

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

Ministero delle comunicazioni: Ruoli di anzianità. . Pag. 1454

Ministero dei lavori pubblici: Proroga della straordinaria gestione dell'Istituto per le case popolari di Firenze. Pag. 1454

Ministero delle finanze:
Media dei cambi e delle rendite . . . . Pag. 1454
Rettifiche d'intestazione . . . . Pag. 1455

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO-LEGGE 19 marzo 1932, n. 197.
Esecuzione della Convenzione di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Spagna.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;
Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare applicazione alla Convenzione di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Spagna stipulata in Roma il 15 marzo 1932;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Nostri Ministri Segretari di Stato per le finanze, per l'agricoltura e foreste, per le comunicazioni e per le corporazioni;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di commercio e di navigazione tra l'Italia e la Spagna stipulata in Roma il 15 marzo 1932.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, entrerà in vigore ai termini ed alle condizioni previste dall'art. 17 della Convenzione di cui all'articolo precedente.
Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 marzo 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GRANDI — MOSCONI — ACERBO — CIANO — BOTTAI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *marzo* 1932 - *Anno X*
Atti del Governo, registro 318, *foglio* 127. — MANCINI.

Convention de commerce et de navigation entre l'Espagne et l'Italie.

Son Excellence le Président de la République espagnole et Sa Majesté le Roi d'Italie, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de développer les relations commerciales et maritimes entre leurs deux Pays, ont résolu de conclure une Convention de commerce et de navigation et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Excellence le Président de la République espagnole:
Son Excellence D. Gabriel Alomar Villalonga, Ambassadeur de la République d'Espagne à Rome, Député aux Cortes constituentes;

Sa Majesté le Roi d'Italie:
Son Excellence Dino Grandi, Ministre d'Etat pour les Affaires Etrangères, Député au Parlement;
Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.

Les deux Hautes Parties Contractantes conviennent que, réserve faite des cas où la présente Convention en dispose autrement d'une manière expresse, pour tout ce qui concerne l'établissement des nationaux, la jouissance des droits civils, les droits d'ester en justice et y défendre, l'exercice du commerce, des industries, des métiers et des professions, et le payement des taxes y relatives, la garantie, la perception des droits et les formalités douanières, le commerce d'importation et d'exportation, le transit, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux sujets ou citoyens de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans condition, aux sujets de l'autre Haute Partie Contractante.

Art. 2.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Espagne, de ses Colonies, Protectorats ou Possessions, énumérés dans la liste Annexe *A* jointe à la présente Convention, seront admis, à leur importation en Italie, aux droits les plus réduits que l'Italie concède ou pourra concéder à l'avenir aux produits similaires de toute autre Puissance étrangère, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit qu'en ce qui concerne les coefficients de majoration et les droits *ad valorem*.
Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Espagne, de ses Colonies, Protectorats ou Possessions, qui ne sont pas énumérés dans la liste Annexe *A* acquitteront les droits du tarif général italien en vigueur en tout temps.

Art. 3.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, de ses Colonies, Protectorats ou Possessions, énumérés dans la liste Annexe *B* jointe à la présente Convention, seront admis, à leur importation en Espagne, aux droits les plus réduits que l'Espagne concède ou pourrait concéder à l'avenir aux produits similaires de toute autre Puissance étrangère, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit qu'en ce qui concerne les coefficients éventuels de majoration et les éventuels droits *ad valorem*.
Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, de ses Colonies, Protectorats ou Possessions, qui ne sont pas énumérés dans la liste Annexe *B* acquitteront les droits de la seconde colonne du tarif douanier espagnol en vigueur en tout temps.

Art. 4.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'un des deux Pays, ses Colonies, Protectorats ou Possessions, jouiront à leur importation dans les Colonies, Protectorats ou Possessions de l'autre Pays, du traitement douanier appliqué aux produits de la nation la plus favorisée.

Art. 5.

A l'exportation vers les territoires de l'un des deux Pays, ses Colonies, Protectorats ou Possessions, il ne sera perçu

dans le territoire de l'autre Pays, ses Colonies, Protectorats ou Possessions, d'autres ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autre nature, qu'à l'exportation des mêmes produits vers le Pays le plus favorisé à cet égard.

Art. 6.

Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 ne sont point applicables:

a) aux faveur que chacune des Hautes Parties contractantes ait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes, pour faciliter le trafic de frontière;

b) aux obligations imposées à l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir;

c) aux avantages préférentiels que les deux Hautes Parties Contractantes auraient accordés ou pourraient accorder à l'avenir à leurs Colonies, Protectorats ou Possessions respectives; et aux avantages préférentiels que les Colonies, Protectorats et Possessions de chacun des deux Pays auraient accordés ou pourraient accorder à l'avenir à la Métropole, et à ses Colonies, Protectorats ou Possessions;

d) aux faveurs que l'Espagne accorde ou accorderait à l'avenir au Portugal.

Art. 7.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux Pays par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1. — Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

2. — Pour des raisons de sûreté publique;

3. — Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

4. — Afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires;

5. — Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Pour ce qui concerne le bétail, ainsi que les produits bruts d'animaux et les objets pouvant servir de véhicule à la contagion, les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes se réservent la stipulation d'une Convention spéciale.

Art. 8.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation d'une déclaration officielle constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés en Espagne soit par les Chambres de commerce et d'industrie et en Italie par les Conseils et les Bureaux provinciaux de l'économie corporative dont relève l'expéditeur, soit, dans les deux Pays, par les Bureaux de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière, et ils seront, ou non, légalisés par l'autorité consulaire d'après les dispositions en vigueur en tout temps dans le pays importateur.

Les colis postaux seront dispensés, en tout cas, du certificat d'origine.

Art. 9.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à admettre les certificats d'analyse délivrés par les Laboratoires officiels de l'autre pays, comme preuve que les produits naturels ou fabriqués d'origine du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Hautes Parties Contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, à toutes vérifications utiles nonobstant la production du certificat d'analyse ci-dessus prévu.

La procédure établie par chaque Gouvernement pour assurer, dans les conditions, ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons ainsi que les modèles de certificats seront notifiés à l'autre pays et agréés par lui.

Le liste des Laboratoires officiels chargés dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse sera notifiée par chacun des Gouvernements à l'autre dans le plus bref délai à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 10.

Aucun droit intérieur perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations grevant, actuellement ou à l'avenir, la production, fabrication, ou consommation d'un produit quelconque dans les territoires d'une des Hautes Parties Contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance des territoires de l'autre, que pour les produits similaires indigènes.

Art. 11.

Les marchandises de toute nature, en transit à travers le territoire des deux Hautes Parties Contractantes, seront réciproquement affranchies de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 12.

Le régime des monopoles d'Etat, ainsi que des armes et munitions de guerre, reste soumis aux lois et règlements respectifs des Hautes Parties Contractantes.

Art. 13.

Les navires de l'une des deux Hautes Parties Contractantes, dans les ports de l'autre, seront traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks, et, généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

En cas de naufrage ou d'avarie sur les côtes ou territoire de l'un des deux Pays ou de relâche forcée, les navires de

l'autre bénéficieront de tout avantage concédé dans les mêmes cas aux navires nationaux ou aux navires de la nation la plus favorisée.

Le traitement des navires nationaux ou de la nation la plus favorisée ne s'étend pas:

1. — Au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays. En tous cas les navires italiens et espagnols pourront passer d'un port de l'un des deux Pays Contractants dans un ou plusieurs ports du même Pays, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère;

2. — Aux encouragements accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale;

3. — Aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautique et aux navires de plaisance;

4. — A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties Contractantes, ni à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages. Le service maritime comprend l'exercice du remorquage, l'assistance et le sauvetage maritimes.

Art. 14.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat auquel le navire en question appartient.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Hautes Parties Contractantes suffiront aussi dans le territoire de l'autre pour établir la capacité des navires sans qu'on procède à une revision du tonnage.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties Contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Art. 15.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison des navires et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les réglements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Art. 16.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à conclure, aussitôt que possible, un Accord pour régler la matière de la double imposition.

Art. 17.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome une fois accomplies, de part et d'autre, les formalités établies par les législations respectives.

Elle entrera en vigueur au plus tôt possible à la date qui sera fixée par un spécial échange de notes et elle demeurera applicable pendant le délai d'une année à partir de son entrée en vigueur si elle sera dénoncée trois mois avant de ce délai.

Ce délai passé, elle pourra être dénoncée en tout temps, en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signée et revêtue de leur cachet.

Fait à Rome, en double expédition le 15 mars mil neuf cent trente-deux.

Annexe A.

Liste des positions du tarif italien indiquant les produits originaires et en provenance de l'Espagne, admis à l'importation en Italie sur le pied de la nation la plus favorisée.

Catégories et numéros du tarif italien

II	18, 19, 20, 24.
III	30.
IV	33, 34 et 35.
V	39, 40 à 44, 46, 49 à 51, 55 à 59, 60.
VI	66, 68.
VII	77, 82, 84, 86, 90, 91, 92, 93, 95 à 99.
VIII	103, 106, 107 à 111.
IX	114.
X	117, 118, 121, 122.
XI	124, 125, 130, 131, 135, 137, 139.
XII	140 à 155, 160, 161, 168, 169, 171, 172 à 174, 181.
XIII	183 à 185, 189, 190, 200 à 210.
XIV	211 à 214, 217 à 223, 226 à 235, 237 à 245.
XVI	270 à 272.
XVII	274 à 277.
XVIII	278, 279, 280, 281 à 287, 288 à 296, 297, 298 à 348.
XIX	349 à 369.
XX	370 à 388.
XXI	389 à 395.
XXII	396, 398, 403, 408, 414, 415, 445, 455 à 466.
XXIII	467 à 476.
XXIV	501 à 504.
XXV	505 à 515.
XXVI	516 à 532.
XXVII	563 à 565.
XXVIII	567 à 571, 573.
XXIX	574 à 580.
XXX	581, 586, 587, 591.
XXXII	611, 613 à 625, 626.
XXXIII	627 à 633.
XXXIV	635, 636, 639.
XXXV	645, 657.
XXXVI	662, 663, 664 à 667.
XXXVII	672 à 714.
XXXIX	717 à 769.
XL	770. 777, 779, 780, 780-*bis*, 781, 782.
XLI	784, 791, 792, 800 à 804.
XLII	805 à 825.
XLIV	847, 849, 859 1) 2), 860, 861, 862 à 865.
XLV	875, 877, 878.
XLVI	881 à 887.
XLVII	888 à 891, 894 à 910.
XLVIII	911, 912, 913.
XLIX	928, 932.
L	939.
LI	941.

Annexe B.

Liste des positions du tarif espagnol indiquant les produits originaires et en provenance de l'Italie, admis à l'importation en Espagne sur le pied de la nation la plus favorisée.

Classes et numéros du tarif espagnol

Classe I	1, 2, 5 à 13, 16 à 19, 22, 23, 25, 27 à 29, 48, 58 à 68, 70 à 74, 76 à 81, 83, 84, 86, 88 à 95.
Classe II	97 à 102, 111 à 113, 115, 117 à 139, 142 à 150.
Classe III	182 à 185, 187 à 191, 194 à 199, 201 à 206, 208, 210, 215, 216, 218.
Classe IV	223, 224, 226 à 229, 243 à 251, 255, 258 à 261, 263, 264, 268 à 273, 276 à 279, 281 à 309, 311 à 313, 315 à 354, 357, 358, 360 à 365, 367 à 369, 374 à 381, 387, 389, 399 à 411, 413 à 422, 425, 426, 430 à 432, 439, 440, 442 à 451, 453, 454, 456 à 468, 471, 477, 488 à 492.
Classe V	493 à 560, 563, 564, 567, 568, 570 à 637, 639 à 644, 645-*bis*, 646, 647, 650, 657, 659, 662, 664, 666 à 672, 674 à 676, 678, 679, 681 à 708, 710, 711, 716, 717, 720 à 723, 726 à 728, 729 et 730, 729 et 730-*bis*, 729 et 730-*ter*, 731 à 733, 738 à 750, 752, 756, 773 à 782, 784.
Classe VI	789, 790, 792 à 797, 800, 801, 803, 806, 808, 810, 812, 814 à 821, 823 à 846, 852 à 855, 860, 862 à 865, 867 à 875, 877, 879, 880, 882, 883, 887, 888, 890, 892, 893, 895 à 900, 903, 905 à 908, 913, 915, 921 à 923, 925 à 931, 935, 937 à 944, 946, 948, 951, 954 à 958, 964, 967, 975 à 977, 982 à 989, 992 à 994, 1001, 1006 à 1008, 1016 à 1020.
Classe VII	1025 à 1044, 1048 à 1053, 1059 à 1061, 1064, 1069 à 1080, 1082, 1085 à 1087, 1094, 1098 à 1101.
Classe VIII	1104 à 1178.
Classe IX	1179 à 1183, 1185 à 1213.
Classe X	1216, 1217, 1223 à 1226, 1228, 1231 à 1277.
Classe XI	1278 à 1303, 1305 à 1320.
Classe XII	1321, 1324 à 1326, 1329 à 1331, 1335, 1336, 1343 à 1346, 1348 à 1351, 1354, 1369, 1370, 1380, 1391, 1392, 1395 à 1397, 1399, 1400 à 1402, 1404 à 1406, 1408 à 1410, 1414 à 1418, 1420, 1422 à 1432, 1434.
Classe XIII	1445, 1446, 1451, 1452, 1457 à 1460, 1462 à 1466, 1469 à 1477, 1480 à 1486, 1489 à 1522, 1524 à 1530, 1532, 1534 à 1539.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation, conclue à la date de ce jour, entre l'Espagne et l'Italie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de la même Convention :

Ad art. 1.

1. — En ce qui concerne le régime des commis-voyageurs et des échantillons, les deux Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

2. — Les sociétés civiles et commerciales (industrielles, financières, de transport, d'assurance, etc.) y compris les instituts publics d'assurances et autres, quelle que soit leur activité de caractère commercial, domiciliées dans les territoires de l'une des Hautes Parties Contractantes, et y ayant été validement constituées conformément aux lois respectives, jouiront dans le territoire de l'autre, à tout égard, du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Ad art. 2 et 3.

Chacune des deux Hautes Parties Contractantes s'engage sur demande de l'autre, à consentir l'inclusion dans les listes Annexes *A* et *B* à la présente Convention, des produits qui actuellement n'y figurent pas, si on pourra démontrer qu'il a surgi un certain intérêt pour les échanges réciproques desdits produits.

Ad art. 6.

Il est convenu qu'aux effets de l'alinéa *a*) de l'art. 6 on entend pour trafic-frontière le trafic entre des zones se trouvant le long de la frontière qui sépare le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes du territoire d'un Etat limitrophe et dont l'étendue moyenne de chaque côté de la frontière ne dépasse pas les 15 kilomètres à partir de celle-ci.

Ad art. 7.

1. — Il reste entendu que les Hautes Parties Contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégrité le principe établi à l'article 7, alinéa 1er de la Convention, ne maintiendront et n'institueront aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire et pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Conformément à l'esprit de cette disposition, les deux Hautes Parties Contractantes sont d'accord que pour toutes les prohibitions ou restrictions d'entrée ou de sortie existantes et aussi pour les prohibitions et les restrictions qu' elles pourraient établir, soit à l'entrée, soit à la sortie, elles se concèderont, réciproquement, des contingents les plus larges possible.

En tous cas ces contingents ne pourront pas être inférieurs à la moyenne des quantités qui ont été importées de chacun des deux Pays dans l'autre, pendant les trois années antérieures à l'institution des prohibitions ou restrictions auxquelles les contingents se réfèrent.

Réserve est faite de la part de l'Italie à l'égard de la prohibition d'importation concernant les vins en fûts, en damejeannes ou en wagons-réservoirs. Toutefois l'Italie s'engage à permettre annuellement l'importation de l'Espagne de ces vins dans la quantité de 30.000 Hl. par an.

2. — Il est entendu que la disposition sous le n. 5 de l'article 7, pour ce qui concerne l'importation en Italie des bananes espagnoles, doit être interprétée dans le sens que la police sanitaire sera exercée par l'Italie dans les limites et sous les modalités et formalités qui sont prévues par la « Convention internationale pour la protection des végétaux », signée à Rome le 16 avril 1929.

Ad art. 8.

Les deux Hautes Parties Contractantes se réservent de conclure, aussitôt que possible, un accord spécial dans le but d'exempter, à titre de réciprocité, du visa consulaire, ou, au moins, du paiement des droits de légalisation, les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des deux Parties Contractantes destinées à l'autre.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties Contractantes, sans

autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition à Rome le 15 mars 1932.

GRANDI. GABRIEL ALOMAR.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

L'AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES D'ITALIE

Rome, le 15 mars 1932.

Monsieur le Ministre,

Pendant les négociations pour la conclusion de la Convention de commerce et de navigation italo-espagnole, signée à la date d'aujourd'hui, la Délégation italienne a fait ressortir l'intérêt que l'Italie attache à ce que toutes les parties et pièces détachées d'automobiles d'origine et provenance de l'Italie et importées en Espagne par une fabrique espagnole pour le montage ou bien pour la fabrication d'automobiles, puissent bénéficier, pendant la durée de ladite Convention, de toutes les réductions douanières établies par le régime spécial du Décret espagnol du 10 décembre 1931, et éventuallement, des plus grandes réductions qui pourraient être établies à l'avenir, sous ce régime, pour lesdites parties et pièces.

A cet égard je suis autorisé à Vous déclarer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

GABRIEL ALOMAR.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES D'ITALIE A L'AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Rome, le 15 mars 1932.

Monsier l'Ambassadeur,

Par note d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Pendant les négociations pour la conclusion de la Convention de commerce et de navigation italo-espagnole, signée à la date d'aujourd-hui, la Délégation italienne a fait ressortir l'intérêt que l'Italie attache à ce que toutes les parties et pièces détachées d'automobiles d'origine et provenance de l'Italie et importées en Espagne par une fabrique espagnole pour le montage ou bien pour la fabrication d'automobiles, puissent bénéficier, pendant la durée de ladite Convention, de toutes les réductions douanières établies par le régime spécial du Décret espagnol du 10 décembre 1931, et éventuellement, des plus grandes réductions qui pourraient être établies à l'avenir, sous ce régime, pour lesdites parties et pièces.

A cet égard je suis autorisé à Vous déclarer que mon Gouvernement est d'accord sur ce qui précède ».

En prenant acte de ces déclarations j'ai l'honneur de Vous déclarer que mon Gouvernement aussi est d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

GRANDI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

PROTOCOLE *A*.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation conclue à la date de ce jour entre l'Italie et l'Espagne, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont fait les déclarations suivantes:

Le Gouvernement de la République Espagnole déclare qu'à partir de la mise en vigueur de la présente Convention, seront appliqués aux produits originaires et en provenance de l'Italie, à leur importation en Espagne, les droits indiqués dans la liste Annexe *B* au présent Protocole.

Le Gouvernement italien, de sa part, déclare, qu'à partir de la même date, seront appliqués aux produits originaires et en provenance de l'Espagne, à leur importation en Italie, les droits indiqués dans la liste Annexe *B* au présent Protocole.

Les deux Gouvernements déclarent qu'il n'est pas dans leur intention de procéder, dans un bref délai, à une augmentation des droits dont aux listes susdites.

Toutefois, si l'un des deux Gouvernements se verrait obligé d'augmenter, pendant la durée de la Convention, un ou plusieurs des droits afférents aux produits indiqués dans les listes susdites, on convient sur ce qui suit:

1. — Si les augmentations, dont il s'agit, porteront sur les positions:

a) ex 34 ex *b*), lettre *alfa*), des numéros 1, 2, 3 et ex 82 du tarif douanier italien;

b) 5, 10, 729 et 730, 729 et 730-*bis*, 729 et 730-*ter*, 853, 1179, 1281, 1282, 1283, 1286, 1288, 1290, 1292, 1500, 1501 du tarif douanier espagnol;

la Partie qui se retiendra lésée par lesdites augmentations aura la faculté de dénoncer la Convention, laquelle prendra fin un mois après la date de la dénonciation, à moins qu'il ne s'agit d'augmentations établies par suite des augmentations faites par l'autre Partie pour un produit quelconque parmi ceux inscrits dans les listes, exceptés ceux dont aux positions ci-dessus indiquées. Dans ce cas la Convention prendra fin aux termes prévus par l'art. 17 de la Convention.

Tout cela à moins que la Partie qui se retiendra lésée par l'augmentation des droits, dont aux positions ci-dessus indiquées, ne préfère de se prévaloir de la facolté dont au suivant n. 2.

2. — Si les augmentations porteront sur une ou plusieurs des positions prévues dans les listes *A* et *B* ci-annexées, autres que celles spécifiées au paragraphe précédent, la Partie qui se retiendra lésée pourra augmenter, de sa part, un ou plusieurs des droits prévus pour les produits compris aussi dans les listes et intéressant l'importation du Pays qui pour le premier ait établi le relèvement des droits et cela pour rétablir l'équilibre rompu.

Le présent Protocole sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties Contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole.

Fait à Rome, en double expédition le 15 mars 1932.

GRANDI. GABRIEL ALOMAR.

ANNEXE A.

Tarif des droits à l'entrée en Italie.

Numéros du tarif italien	Denomination des marchandises	Droits d'entrée (Lires)	Coefficients de majoration	Droits *ad valorem*
			Par quintal	
ex 34	Poissons préparés:			
ex *b*)	marinés, à l'huile ou autrement préparés:			
	ex 1. - en boîtes pesant jusqu'à 500 grammes (boîte comprise):			
	alfa) thon	147 —	—	—
	ex 2. - en boîtes, pesant plus de 500 grammes jusqu'à 20 kg. (boîte comprise):			
	alfa) thon	147 —	—	—
	ex 3. - en d'autres récipients:			
	alfa) thon	120 —	—	—
ex 55	Piment rouge:			
b)	en poudre	915 —	—	—
ex 59	Safran:		Par kgr.	
a)	en fils	73,40	—	10 %
			Par quintal	
ex 82	Bananes	230 —	—	—
ex 84	Raisin:			
ex *b*)	sec: de ***Malaga*** et ***Denia***	73,40	—	—
91	Amandes:			
a)	avec coque	14,70	—	—
b)	sans coque	66 —	—	—
ex 98	Fruits, légumes et plantes potagères:			
ex *a*)	conservés au vinaigre, en saumure ou à l'huile:			
	1. - olives	91,70	—	—
Suite			Par hectolitre	
ex 106	Vins:			
ex *a*)	Vins généreux: *Malaga*, *Xerez*, *Tarragona*, et *Priorato*, en fûts, dame-jeannes ou wagons-réservoirs	73,40	0,5	—
ex *b*)	en bouteilles:			
	ex 1. - d'un demi-litre, ou moins:		Par centaine	
	ex *beta*) autres: *Malaga*, *Xerez*, *Tarragona*, *Priorato*, *Alicante*, *Val de Peña*, *Rioja*, *Valencia*, *Cariñena*, *Panadès*	110 —	—	—
	ex 2. - de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre:			
	ex *beta*) autres: *Malaga*, *Xerez*, *Tarragona*, *Priorato*, *Alicante*, *Val de Peña*, *Rioja*, *Valencia*, *Cariñena*, *Panadès*	183,50	—	—
	Ad n. 106. - Les droits sur l'alcool à l'importation des vins généreux Malaga, Xerez et Priorato seront perçus seulement sur la quantité d'alcool excédant les 18 degrés en volume.			
ex 211	Laines:		Par quintal	
ex *a*)	à l'état naturel: de vigogne et de cachemire	exemptes	—	—
ex *b*)	lavées: de vigogne et de cachemire	exemptes	—	—
ex 214	Poil:			
ex *a*)	brut: de castor et de lièvre	exempt	—	—
ex 611	Futaille, même usagée:		Par hectol. capacité	
b)	cerclée en fer	1 —	—	—
ex 623	Ustensiles et ouvrages, en bois, non dénommés:		Par quintal	
ex *b*)	polis, peints, ou vernis:			
	Plumeaux de plumes autres que de paon et d'autruche, manche en bois ou en roseau non teint, sans garnitures d'autre matière	73,40	—	—

Numéros du tarif italien	Denomination des marchandises	Droits d'entrée (Lires)	Coefficients de majoration	Droits *ad valorem*
		Par quintal		
624	Liège:			
a)	brut:			
	d'une épaisseur de 29 mm. ou plus	18,35	—	—
	d'une épaisseur inférieure à 29 mm.	18,35	—	8 %
b)	simplement coupé en cubes ou prismes préparés pour la fabrication de bouchons:			
	d'une épaisseur de 11 lignes ou plus	128,45	0,3	5 %
	d'une épaisseur inférieure à 11 lignes	128,45	0,3	8 %
c)	en bouchons	165,15	0,3	8 %
d)	en feuilles pour chapeaux ou pour casques, en rondelles pour fermetures métalliques et en semelles pour chaussures, mêmes recouvertes de tissus ou bordées et similaires	183,50	0,3	8 %
e)	en autres articles	166,15	0,3	8 %
ex 655	Résines:			
a)	Cholopane	7,35	—	—
ex 770	Racines de réglisse:			
a)	non moulues	exemptes	—	—
ex 911	Mercerie:			
ex *b)*	non dénommée ailleurs:			
	ex 1. - commune:			
	Plumeaux de plumes autres que de paon et d'autruche, manche en bois ou en roseau teint ou avec garnitures d'autre matière	367 —	—	—

ANNEXE *B.*

Tarif des droits à l'entrée en Espagne

Numéros du tarif espagnol	Denomination des marchandises	Droits d'entrée Pesetas or.
		par quintal
5	Marbres bruts ou en pièces dégrossies prêtes à recevoir une forme, pourvu que leur épaisseur soit supérieure à 20 cm	2,50
		par kgr.
10	Marbres en objets ouvrés, polis, sculptés ou avec ornements d'autres matières	1,20
	NOTE *ad n.* 59. — *Rentrent sous cette position les « tubes en verre brut, de toute longueur, c'est-à-dire de l'espèce des tubes communs de première fabrication, qui ne présentent aucune extrémité raclée, ni brûlée, et qui n'ont subi aucune opération de transformation ou complémentaire; non colorés ou bien colorés en pâte, même avec une marque de fabrique constituée d'une ou de deux lignes colorée tracées dans la direction de l'axe du cylindre ».*	
ex 73	Perles en verre (*Conterie di Venezia*), articles fabriqués avec ces perles et tubes en verre pour ornement de lustres	0,65
		par quintal
ex 97	Douves en bois de châtaiginer	2 —
		par tonn.
132	Charbon, bois à brûler et autres combustibles végétaux	5 —
	Dinamos, électromoteurs, ventilateurs accouplés à des moteurs électriques, alternateurs, tranformateurs et magnétos, démarreurs, réostats et leurs pièces constitutives:	par quintal
620	pesant jusqu'à 5 kg. inclusivement	230 —
621	» plus de 5 jusqu'à 25 kg.	189,75
622	» » » 25 » 100 kg.	172,50
623	» » » 100 » 500 kg.	161 —

Numéros du tarif espagnol	Denomination des marchandises	Droits d'entrée Pesetas or.
		par kgr.
729 et 730	Châssis avec moteur:	
	a) jusqu'à 800 kg. inclus.	0,75
	b) de plus de 800 kg. à 1200 kg. inclus.	0,90
	c) » » » 1200 » » 1600 » »	1,05
	d) » » » 1600 » » 2000 » »	1,20
	e) » » » 2000 » » 2400 » »	1,75
	f) de plus de 2400 kg.	2 —
729 et 730 *bis*	Automobiles avec carrosserie découverte:	
	a) jusqu'à 800 kg. inclus.	0,80
	b) de plus de 800 kg. à 1200 kg.	0,95
	c) » » » 1200 » » 1600 »	1,10
	d) » » » 1600 » » 2000 »	1,25
	e) » » » 2000 » » 2400 »	1,75
	f) de plus de 2400 kg.	2 —
729 et 730 *ter*	Automobiles avec carrosserie fermée:	
	a) jusqu'à 800 kg. inclus.	0,85
	b) de plus de 800 kg. à 1200 kg.	0,90
	c) » » » 1200 » » 1600 »	1,05
	d) » » » 1600 » » 2000 »	1,30
	e) » » » 2000 » » 2400 »	1,80
	f) de plus de 2400 kg.	2,05
731	Camions, voitures et voiturettes automobiles ou autoélectriques pour la livraison des marchandises, autobus et réservoirs ou tanks automobiles, ainsi que châssis avec moteur pour camions	0,75
732	Châssis sans moteurs, longerons, suspensions, transmissions et pièces détachées non dénommées, pour automobiles	0,75

Numéros du tarif espagnol	Denomination des marchandises	Droits d'entrée Pesetas or.
		par quintal
853	Soufre:	
	de première fusion, non moulu:	
	a) jusqu'à 98 %	2,70
	b) au-dessus de 98 %	3,50
854	raffiné, en pierre	4,50
855	moulu, fleur de soufre et soufre en bâtons ou canons	5,50
888	Sulfate d'ammoniaque	0,10
905	Acide borique	25 —
ex 906	Acide citrique	70 —
	Spécialités pharmaceutiques contenant du sucre, du glucose ou de la saccharine et ses analogues:	par kgr.
986	autres	4,50
	Chanvre:	par quintal
1179	brut	8 —
1180	teillé	10 —
ex 1183	Etoupe de chanvre	2 —
1281	Bourre de soie artificielle brute, peignée ou cardée, blanchie ou teinte, ou non	par kgr. 0,15
	Soie filée:	
1282	grège, non moulinée	1 —
1283	grège, moulinée	7 —
1284	cuite, blanchie ou teinte, moulinée ou non . . .	8 —
	Bourre de soie filée:	
1286	moulinée, non teinte	2 —
	Soie artificielle filée:	
1288	non moulinée, de couleur naturelle ou blanchie . .	2,75
1289	non moulinée, teinte	4 —
1290	moulinée, de couleur naturelle ou blanchie . . .	4,25

Numéros du tarif espagnol	Denomination des marchandises	Droits d'entrée Pesetas or.
	Bourre de soie artificielle filée:	par kgr.
1292	non moulinée, de couleur naturelle ou blanchie .	0,15
		par quintal
1349	Autres légumes secs	6 —
ex 1396	Vins:	
		par litre
	Marsala, Malvasia, Moscato, en fûts ou autres récipients similaires	2 —
1397	Vins généreux ou de liqueur en bouteilles	2 —
	NOTE. — *Rentrent sous ce numéro, entre autres, les vins dits*: Marsala, Malvasia *et* Moscato.	
	NOTE *ad nos* 1396 *et* 1397. — *Le droit sur l'alcool à l'importation des vins* Marsala, Malvasia *et* Moscato *sera perçu seulement sur la quantité d'alcool excédant les* 18 *degrés en volume.*	
1399	Vins en bouteilles autres:	par hl.
	Aleatico, Barbaresco, Barolo, Capri, Castelli Romani, Chianti, Corvo, Lacrimachristi, Lambrusco, Orvieto, Soave, Vernaccia.	50 —
		par quintal
1432	Oeufs frais	10 —
	Boutons et boutons de manchettes:	par kgr.
ex 1471	en corozo et en palme-dum	6 —
	Caoutchouc, guttaperca et autres matières similaires:	
ex 1497	feuilles en caoutchouc non vulcanisé, renforcées de coton, pour la fabrication des pneumatiques type « *cord* »	1 —
1500	Chambres à air, usagées ou non	5,50
1501	Enveloppes pour chambres à air, usagées ou non, avec ou sans parties d'autres matières	4 —
	Chapeaux et casquettes:	par pièce
1534	en paille	2,40
ex 1537	en feutre de laine et de poils	3 —

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:

GRANDI.

PROTOCOLE *B*.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et navigation, conclue à la date de ce jour entre l'Italie et l'Espagne, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, sont tombés d'accord sur ce qui suit:

1. — Il reste entendu que pour toute la durée de la Convention susdite l'Italie maintiendra pour le « plomb brut en saumons » (ex n. 379 du tarif douanier italien) d'origine et en provenance de l'Espagne, la concession de l'importation temporaire pour tous les travaux pour lesquels actuellement est admise cette concession, à savoir: fabrication de câbles et conducteurs électriques; fabrication de minium; litharge; céruse (blanc de plomb); caractères d'imprimerie; machines et appareils.

2. — Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à négocier le plus tôt possible, à partir d'aujourd'hui, un Accord pour le commerce réciproque des spécialités médicinales, sur la base du traitement des nationaux et sur le principe de la réciprocité.

Elles s'engagent, en outre, pour ce qui a trait aux spécialités médicinales importées de l'un des deux Pays sur le territoire de l'autre, à ne pas appliquer des taxes intérieures autres ou plus hautes que celles qui sont appliquées aux produits nationaux similaires.

Le présent Protocole sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties Contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole.

Fait à Rome en double expédition le 15 mars 1932.

GRANDI. GABRIEL ALOMAR.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:

GRANDI.

REGIO DECRETO-LEGGE 19 marzo 1932, n. 198.

Esecuzione dell'Accordo addizionale al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Visto il R. decreto-legge 13 dicembre 1925, n. 2161, convertito in legge con legge 15 luglio 1926, n. 1866, che dà esecuzione al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione all'Accordo addizionale al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Nostri Ministri Segretari di Stato per le finanze, per l'agricoltura e foreste, per le comunicazioni e per le corporazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo addizionale al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925, nonchè al Protocollo e alla Dichiarazione annessi, stipulati in Roma il 3 marzo 1932.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, entrerà in vigore ai termini ed alle condizioni previste dall'art. 4 dell'Accordo addizionale di cui all'art. 1 del presente decreto.

Il Nostro Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 marzo 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GRANDI — MOSCONI — ACERBO — CIANO — BOTTAI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 marzo 1932 - Anno X
Atti del Governo, registro 318, foglio 126. — MANCINI.

Accordo addizionale al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925.

I sottoscritti Plenipotenziari, a ciò debitamente autorizzati, si sono trovati d'accordo nel modificare e completare nel modo seguente il Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico concluso fra l'Italia e la Germania il 31 ottobre 1925:

Art. 1.

1° I sottoindicati prodotti italiani saranno ammessi, alla loro importazione in Germania, alle seguenti condizioni:

N. della tariffa doganale germanica		Dazio per quintale Marchi del Reich
—		—
ex 135	Belpaese in forme con recipienti immediati, pesanti, compreso il recipiente, kg. 2 ½ o meno	30 —
ex 216	Antipasti, anche in recipienti ermeticamente chiusi	45 —
ex 219	Generi alimentari e di consumo, in recipienti ermeticamente chiusi, in quanto non cadano sotto dazi più alti:	
	antipasti	45 —
	pomodori pelati	15 —

NOTA *ad* « ex 216 » ed « ex 219 ». — Come antipasti si intendono le piante e le parti di piante preparate semplicemente o per consumi fini insieme con pezzi di pesci, in quanto le piante e le parti di piante diano la caratteristica principale al prodotto.

2° Il primo capoverso della voce « ex 219 » della Tariffa *A* allegata al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925 viene formulato come segue:

Olive conservate in aceto, in olio o in salamoia; sardine (*Clupea pilchardus*), sardinelle del Mediterraneo (*Clupea Papalina*), acciughe vere del Mediterraneo (*Engraulis encrasicholus*), compresi i filetti, conservate in olio o in altro modo, anche con piccola aggiunta, singolarmente o promiscuamente, di capperi, foglie di alloro e droghe; tonno conservato . . 30 —

3° Il dazio di 1 marco del Reich, previsto per le *cipolle,* nella voce « ex 33 - Ortaggi da cucina, freschi » della Tariffa *A* allegata al suddetto Trattato viene fissato in 4 marchi del Reich per quintale.

4° L'Italia rinunzia al dazio convenzionale stabilito nella Tariffa *A* del suddetto Trattato per la voce « ex 136 - Uova di animali volatili domestici, crude o solamente cotte col guscio, anche tinte, dipinte o altrimenti decorate ».

Art. 2.

All'importazione di vini liquorosi italiani, che sono accompagnati da un certificato da concordare tra i due Governi, non si farà di regola in Germania l'analisi di controllo prevista nel paragrafo 17 *a*) della Ordinanza doganale germanica sui vini, allorquando tali vini liquorosi sono importati in vagoni cisterna o in vagoni serbatoi, oppure, nel caso di importazione in colli, in spedizioni del peso lordo massimo di due quintali, sempreché in transito diretto attraverso terzi Paesi, con lettera di vettura diretta, e con il bollo o il sigillo di chiusura ufficiale intatto.

Art. 3.

Le due Parti contraenti convengono che del diritto di denunzia stabilito dall'art. 39 del vigente Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925 esse non faranno uso prima del 1° gennaio 1933.

Art. 4.

Il presente Accordo addizionale, redatto in doppio originale, uno in lingua italiana ed uno in lingua tedesca, fa parte integrante del Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925.

Esso sarà ratificato, ed entrerà in vigore il decimo giorno successivo a quello dello scambio delle ratifiche, che avrà luogo in Roma.

I due Governi potranno tuttavia dare ad esso esecuzione in via provvisoria a decorrere da una data, quanto possibile prossima, da fissarsi mediante scambio di note.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato il presente Accordo e lo hanno munito dei loro sigilli.

Fatto a Roma, addì 3 marzo 1932.

(*L. S.*) D. GRANDI. (*L. S.*) Dr. CARL VON SCHUBERT.

PROTOCOLLO FINALE.

Al momento di procedere alla firma dell'Accordo addizionale al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925, i Plenipotenziari sottoscritti fanno le dichiarazioni seguenti, che formano parte integrante dello stesso Accordo addizionale:

Ad art. 1.

a) Alla voce « ex 135 »:

Si conviene che i dazi convenzionali previsti per il Belpaese sono applicabili a qualsiasi formaggio della stessa qualità e dello stesso modo di fabbricazione del Belpaese, qualunque sia la denominazione sotto la quale esso viene importato. Le denominazioni in uso sono, fra altre, le seguenti: Robiola, formaggio Cielo, formaggio Salame, Margherita, Fior d'Alpe, Savoia, Belpiano, Vittoria, Roma, Cacio Reale, Cremino.

b) Alla voce « ex 219 »:

Per l'acciuga vera del Mediterraneo (*Engraulis encrasicholus*) e per la sardinella del Mediterraneo (*Clupea papalina*) si usa anche la denominazione alice.

Roma, addì 3 marzo 1932.

(*L. S.*) D. GRANDI. (*L. S.*) Dr. CARL VON SCHUBERT.

DICHIARAZIONE.

Il R. Governo italiano ed il Governo del Reich germanico sono d'accordo che alcune questioni interessanti gli scambi fra i due Paesi potrebbero utilmente formare in seguito oggetto di trattative. Tuttavia, in considerazione delle difficoltà del momento, ritengono che per rendere più agevole un possibile accordo, sia necessario far precedere le conversazioni tra rappresentanti delle Amministrazioni governative da conferenze tra produttori italiani e produttori tedeschi, affinchè questi studino i problemi relativi alle produzioni similari dei due Paesi, e cerchino le basi per opportune intese fra di esse. A tal fine sarà istituita una Commissione mista, composta di rappresentanti dei vari rami della produzione, che si riunirà e funzionerà con le modalità da stabilire di comune accordo.

I due Governi, man mano che tale Commissione avrà esaminato singole questioni, prenderanno visione delle conclusioni e delle eventuali proposte, esamineranno la possibilità di apportare al vigente Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925 quelle modificazioni che servano, tenendo conto degli interessi delle due Parti, a rendere più attivi gli scambi tra i due Paesi, e, se del caso, inizieranno le trattative al riguardo.

Fatta a Roma, li 3 marzo 1932.

(*L. S.*) D. GRANDI. (*L. S.*) Dr. CARL VON SCHUBERT.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

L'AMBASCIATORE DI GERMANIA A ROMA
AL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA

Roma, li 3 marzo 1932-X.

Signor Ministro,

Nell'accordo addizionale al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925, firmato in data di oggi, le due Parti contraenti hanno convenuto che esse non faranno uso prima del 1° gennaio 1933 del diritto di denunzia previsto dall'art. 39 del trattato stesso.

Ho l'onore di comunicare all'E. V. che il mio Governo propone quanto segue: Se, prima della anzidetta data del 1° gennaio 1933, una delle Parti contraenti si troverà nella necessità di imporre nuovi dazi, o di aumentare i vigenti dazi autonomi, in maniera tale da danneggiare notevolmente l'importazione dell'altra Parte, o comunque sarà costretta ad adottare altre misure che avranno lo stesso effetto, la Parte lesa potrà richiedere l'immediata apertura di negoziati, e, se tali negoziati non condurranno entro un mese dalla richiesta fattane ad un accordo soddisfacente, la Parte stessa potrà valersi in qualsiasi momento della facoltà di cui al succitato art. 39 del trattato vigente.

Sarò grato all'E. V. se vorrà darmi l'assicurazione che il R. Governo italiano è d'accordo su quanto sopra, e che accetta la proposta.

Voglia gradire, signor Ministro, l'espressione della mia alta considerazione.

Dr. CARL VON SCHUBERT.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA
ALL'AMBASCIATORE DI GERMANIA A ROMA

Roma, li 3 marzo 1932-X.

Signor Ambasciatore,

Con Sua nota in data d'oggi l'E. V. si è compiaciuta comunicarmi quanto segue:

« Nell'accordo addizionale al Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925, firmato in data di oggi, le due Parti contraenti hanno convenuto che esse non faranno uso prima del 1° gennaio 1933 del diritto di denunzia previsto dall'art. 39 del trattato stesso.

Ho l'onore di comunicare all'E. V. che il mio Governo propone quanto segue: Se, prima della anzidetta data del 1° gennaio 1933, una delle Parti contraenti si troverà nella necessità di imporre nuovi dazi, o di aumentare i vigenti dazi autonomi, in maniera tale da danneggiare notevolmente l'importazione dell'altra Parte, o comunque sarà costretta ad adottare altre misure che avranno lo stesso effetto, la Parte lesa potrà richiedere l'immediata apertura di negoziati, e, se tali negoziati non condurranno entro un mese dalla richiesta fattane ad un accordo soddisfacente, la Parte stessa potrà valersi in qualsiasi momento della facoltà di cui al succitato art. 39 del trattato vigente.

Sarò grato all'E. V. se vorrà darmi l'assicurazione che il R. Governo italiano è d'accordo su quanto sopra, e che accetta la proposta ».

Nel prendere atto di tale comunicazione, ho l'onore di informare l'E. V. che il R. Governo italiano è d'accordo con il Governo del Reich germanico sopra quanto precede, ed accetta la sua proposta.

Voglia gradire, signor Ambasciatore, l'espressione della mia alta considerazione.

D. GRANDI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI ALL'AMBASCIATORE DI GERMANIA A ROMA.

Roma, li 3 marzo 1932-X.

Signor Ambasciatore,

In seguito alle conversazioni che ebbero luogo in questi giorni tra Delegati del R. Governo italiano e Delegati del Governo del Reich germanico, allo scopo di riesaminare gli accordi esistenti per l'applicazione dell'art. 21 del Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925, per quanto riguarda il vino, il mosto d'uva e l'uva ammostata, e per l'esecuzione dell'art. 2 dell'Accordo addizionale stipulato in data di oggi, i Delegati stessi si sono trovati d'accordo nello stabilire quanto segue:

1° L'analisi del vino, del mosto d'uva e dell'uva ammostata, come pure l'accertamento della omogeneità del contenuto di diverse sezioni di un vagone cisterna o di un vagone serbatoio, o di vari colli appartenenti alla stessa spedizione si effettueranno in Italia secondo le norme indicate nell'allegato 1. Resta inteso che qualora in futuro dovesse sorgere il dubbio che altri acidi organici o loro sali, oltre quelli indicati nella Nota 2 dell'allegato 1, vengano aggiunti al vino, al mosto d'uva od all'uva ammostata, il R. Governo italiano, su richiesta del Governo del Reich germanico, impartirà disposizioni affinchè l'analisi si estenda anche a tali acidi organici o loro sali.

2° I certificati previsti dal § 8 dell'Ordinanza doganale germanica sui vini saranno compilati secondo i moduli allegati alla presente nota (allegati 2 e 3). Di tali moduli, quello dell'allegato 2 (Modulo *A*) vale per il caso in cui l'Istituto scientifico che fa l'analisi prelevi direttamente i campioni; quello dell'allegato 3 (Modulo *B*) vale per il caso in cui un Ufficio doganale, a ciò debitamente autorizzato dal R. Governo italiano, prelevi i campioni presso lo speditore e li trasmetta all'Istituto scientifico per l'analisi.

Per ogni spedizione sarà rilasciato un certificato separato.

Per i vini liquorosi da esportare in Germania da una cantina situata nei porti franchi di Trieste o di Fiume, i certificati secondo i moduli *A* e *B* saranno rilasciati solo se la cantina che ne fa richiesta ha immagazzinato tali vini esclusivamente negli speciali locali che son posti sotto vigilanza doganale e sono separati da tutti gli altri locali della cantina, o per mezzo di una rete metallica a maglie strette che vada dal pavimento al soffitto, o in altro modo altrettanto efficace.

Ho l'onore di informare l'E. V. che il R. Governo italiano approva l'accordo suddetto ed è disposto a darvi applicazione a partire da una data da stabilirsi di comune accordo.

Sarò grato all'E. V. se vorrà darmi l'assicurazione che il Governo del Reich germanico approva, per parte sua, tale accordo.

Voglia gradire, signor Ambasciatore, l'espressione della mia alta considerazione.

D. GRANDI.

ALLEGATO I.

Norme per l'analisi del vino, del mosto d'uva e dell'uva ammostata, ai fini dell'accertamento dei requisiti necessari, secondo la legge germanica sul vino, per la loro importazione in Germania.

I. — SCOPO DELL'ANALISI.

Con l'analisi si deve accertare che i prodotti sono genuini e non adulterati; specialmente l'analisi deve dare la prova:

1° che i prodotti sono conformi alle prescrizioni in vigore per il commercio in Italia;

2° che ad essi non sono state aggiunte determinate sostanze o che ne sono state aggiunte in misura non maggiore di quella permessa in Germania per i prodotti stranieri (v. Nota 3, come pure i numeri da 2 a 9 dell'Allegato 2 e dell'Allegato 3, lettera *B*).

II. — PROCEDIMENTO.

A) *Disposizioni generali.*

1° Per raggiungere tale prova devono di regola farsi, salvo quanto è disposto sotto la lettera *B*, le seguenti ricerche e determinazioni:

a) *per i vini bianchi*:

la determinazione:
dell'alcool,
dell'estratto,
delle sostanze minerali (ceneri),
dell'acidità totale (acidi titolabili),
degli acidi volatili,
dell'anidride solforosa totale,
dell'anidride solforosa libera,
degli zuccheri riduttori,
del saccarosio, se l'analisi ha dimostrato la sua presenza,
dell'acido tartarico,
dell'acido citrico;

b) *per i vini rossi*: (1)

le stesse determinazioni come per i vini bianchi ed inoltre la determinazione del contenuto in acido solforico (solfati) e la ricerca delle materie coloranti estranee;

(1) Solo il vino rosso naturale destinato sotto controllo doganale al taglio di vino rosso indigeno non ancora tagliato, che contenga almeno 95 gr. ed al massimo 140 gr. di alcool ed almeno 28 gr. di estratto libero da zucchero in un litro di liquido, gode in Germania il trattamento doganale del vino rosso da taglio.

c) *per i vini liquorosi*:

le stesse determinazioni come per i vini bianchi, ed inoltre la determinazione dell'acido fosforico;

d) *per i mosti d'uva e le uve ammostate*:

la determinazione:
del peso specifico,
dell'alcool,
dell'estratto,
delle sostanze minerali (ceneri),
dell'acidità totale (acidi titolabili),
degli zuccheri riduttori,
del saccarosio, se la ricerca ha dimostrato la sua presenza,
dell'anidride solforosa totale;

per il mosto d'uva rosso e per l'uva ammostata rossa, anche la determinazione dell'acido solforico (solfato), come pure la ricerca delle materie coloranti estranee;

e) *per l'uva ammostata fermentata*:

le stesse determinazioni e ricerche come per il vino.

2° In tutti i casi bisognerà inoltre stabilire che i prodotti non hanno ricevuto aggiunta di zucchero, uva secca, carbonati alcalini, acidi organici o loro sali (2), come pure di combinazioni dell'acido solforoso (solfiti, metasolfiti e simili) ad eccezione del metabisolfito di potassio puro.

3° La ricerca deve essere estesa anche ad altre sostanze vietate (3) se l'aspetto, l'odore, il sapore dei campioni od altri motivi lo facciano ritenere necessario.

Se non vi sono tali sospetti, questa più ampia ricerca può essere limitata solo su campioni prelevati saltuariamente a tale scopo.

4° Per il mosto d'uva, che ha ricevuto una aggiunta di alcool (mistella), si deve accertare se esso è stato prodotto da uva moscato o da uve fresche aventi profumo simile e se esso in un litro contiene almeno 200 gr. di zucchero naturale.

5° L'analisi deve eseguirsi secondo i procedimenti prescritti ufficialmente in Italia.

---

(2) È sufficiente l'analisi per l'acido tartarico, l'acido citrico, il cremore di tartaro e il tartrato neutro di potassio.

(3) Come tali sostanze sono da considerarsi secondo le prescrizioni legali germaniche: carbonati alcalini (di potassio ecc.); acidi organici e loro sali e combinazioni (acido formico, benzoico, ossalico, salicilico, tartarico, cinnamico, citrico, cremore di tartaro, tartrato neutro di potassio e simili); sali solubili d'alluminio (allume e prodotti simili); composti di bario; composti di piombo; acido borico; composti ferro-cianici (prussiati); sostanze coloranti, eccettuate piccole quantità di zucchero bruciato (zucchero caramello) per i vini liquorosi; fluoruri; formaldeide e prodotti capaci di originarla; glicerina; chermes; composti di magnesio; alcool impuro (contenente alcool amilico libero); glucosio impuro; sciroppo di fecola; composti di stronzio; composti di bismuto; sali di zinco; sali e composti dell'acido borico come pure dell'acido solforoso (solfiti, metasolfiti e simili) tuttavia ad eccezione del metabisolfito puro di potassio; edulcoranti artificiali (saccarina e simili).

B) *Norme speciali per il prelevamento dei campioni e per la determinazione dell'omogeneità.*

1° Nelle spedizioni in vagoni cisterna o in vagoni serbatoi, anche con più sezioni con contenuto omogeneo, si deve prelevare un campione per ogni vagone, e analizzare secondo le prescrizioni della lettera *A*.

2° Se la spedizione consiste in più colli con contenuto omogeneo si deve prelevare un campione ogni 50 colli ed analizzarlo secondo le prescrizioni della lettera *A*.

3° Se è accertata la omogeneità, si può formare il campione anche mescolando i campioni prelevati per accertare la omogeneità.

4° Come omogenei si riterranno i prodotti di uguale provenienza e qualità. Prodotti che provengono da luoghi differenti, anche se vicini, o i prodotti i quali, pur provenendo dallo stesso luogo, siano differenti per annate, qualità, denominazioni o prezzi, non potranno considerarsi come omogenei.

5° Se diversi colli di una spedizione, o le varie sezioni di un vagone cisterna o di un vagone serbatoio contengono secondo l'indicazione dello speditore prodotti omogenei, il controllo si farà anzitutto esaminando i documenti relativi (fattura, lettera di vettura, polizza di carico, ecc.).

6° Se l'esame dei documenti non dà luogo a sospetti, si controlla il contenuto dei colli o di ogni sezione del vagone per accertare la omogeneità. A tal scopo si esaminerà un campione prelevato da ogni collo o da ogni recipiente del vagone cisterna o del vagone serbatoio, esaminandone il colore, l'odore, il sapore, la fluidità, e, nel caso che non sorgano dubbi, si farà seguire una analisi abbreviata determinando il contenuto di alcool, estratto, acidità totale (acidi titolabili) e sostanze minerali (ceneri). Tale analisi deve farsi su due campioni nel caso di spedizioni di venti colli o meno, su un campione ogni dieci colli nel caso di spedizioni più importanti, su un campione ogni due sezioni del vagone nel caso di spedizioni per vagoni cisterna o vagoni serbatoi. Se il prelevamento dei campioni non ha luogo da parte dell'Istituto di analisi, allora deve inviarsi a questo il numero di campioni necessario per effettuare l'analisi chimica abbreviata (4).

---

(4) Per il vino rosso, per il quale si richiede lo sdoganamento come vino da taglio, l'analisi abbreviata deve estendersi anche alla determinazione se il vino contiene il necessario quantitativo di alcool e estratto libero da zucchero.

ALLEGATO 2.

Modulo A.

Certificato d'analisi chimica di una spedizione di

vino / mosto d'uva / uva ammostata } destinata all'esportazione nel territorio del Reich germanico.

NOME E DOMICILIO dello speditore	Numero, specie	Marche, numeri	Peso lordo in Kg. (1)	Denominazione secondo la provenienza (paese, zona vinicola, Comune o simili) colore, annata, ecc.	Descrizione o impronta del bollo o sigillo ufficiale
	dei vagoni cisterna, dei vagoni serbatoi o dei colli (fusti, damigiane, casse, ecc.)				
1	2	3	4	5	6
					In caso di applicazione del bollo o sigillo di chiusura ufficiale al vagone (2): I colli posti sotto chiusura ufficiale sono rimasti costantemente sotto sorveglianza dal momento in cui è stato prelevato il campione sino al caricamento nel vagone N...

(1) In caso di chiusura ufficiale del vagone, basta indicare il peso complessivo della spedizione.

(2) Non vale pel caso di vino liquoroso.

In base all'autorizzazione concessagli il sottoscritto Ufficio certifica:

1° che esso ha analizzato sotto l'osservanza delle norme concordate, i campion prelevat secondo le norme di prelevamento senza mescolarli fra loro; / dopo averne fatto un campione medio (campione di miscela) da parecchi colli o sezioni del vagone aventi contenuto omogeneo;

e che, per il vino liquoroso esportato dai porti franchi di Trieste o Fiume, è stato ad esso presentato un certificato dell'Autorità doganale attestante l'esclusivo deposito nei locali separati a ciò destinati e gli eventuali tagli ed aggiunte;

2° che { il vino / il mosto d'uva / l'uva ammostata } è ottenut esclusivamente con uve prodotte in Italia, corrisponde alle prescrizioni legali vigenti per il commercio in Italia, e che inoltre non si potè constatare in base all'analisi l'aggiunta di alcuna fra le seguenti sostanze: uva secca, carbonati alcalini, acidi organici o loro sali (3), come pure combinazioni dell'acido solforoso (solfiti, metasolfiti e simili) ad eccezione del metabisolfito puro di potassio;

3° che il contenuto in acido solforico in un litro di liquido non oltrepassa quanto corrisponde a 2 gr. di solfato neutro di potassa (4);

4° che { il vino / il mosto d'uva / l'uva ammostata } non ha subìto aggiunta di zucchero;

5° che { il vino, in quanto non si tratti di vino liquoroso, / il mosto d'uva / l'uva ammostata } non ha subìto aggiunta di alcool;

6° che il vino liquoroso non ha subìto aggiunta di alcool; / ha subìto aggiunta di alcool solo nella misura permessa per il commercio in Italia;

7° che non si tratta di un prodotto tagliato con vino bianco, mosto di uva bianca o uva ammostata bianca (5);

8° che il vino ha un contenuto di gr. di alcool, il vino da taglio inoltre un contenuto di gr. di estratto libero da zucchero (6) in un litro;

9° che il mosto d'uva alcoolizzato (mistella) è prodotto con uva moscato o con uve fresche aventi profumo simile, e contiene in un litro almeno 200 gr. di zucchero naturale;

(3) È sufficiente l'analisi per l'acido tartarico, l'acido citrico, il cremore di tartaro e il tartrato neutro di potassio.

(4) Solo per il vino rosso, eccettuato il vino liquoroso, come pure per il mosto d'uva rosso e per l'uva ammostata per vini rossi.

(5) Da certificarsi solo per il vino rosso, per il mosto d'uva rosso, e per l'uva ammostata per vini rossi.

(6) Estratto libero da zucchero è l'estratto totale dedotto il quantitativo di zucchero eccedente un grammo per litro.

10° che l'Ufficio, immediatamente dopo il prelevamento de campion , ha munito i recipienti con il sopra descritto bollo ufficiale di chiusura del vagone / collo.

. . . . . . il . . . . 19. .

Bollo

. . . .
(*Nome dell'Ufficio*)

. . . .
(*Firma e titolo di chi rilascia il certificato*)

ANALISI DEL VINO (7)

Aspetto (colore, limpidezza) . . . .
Aroma e sapore . . . .
Peso specifico ° C., ragguagliato all'acqua a ° C . . . .

	Grammi in un litro
Alcool % in volume	
Estratto secco calcolato (metodo indiretto)	
Zuccheri riduttori (zucchero invertito)	
Saccarosio	
Estratto libero da zucchero (8)	
Acidità totale (acidi titolabili), calcolata in acido tartarico	
Acidi volatili, calcolati in acido acetico	
Acidi volatili, dedotta l'anidride solforosa libera, calcolati in acido acetico	
Sostanze minerali (ceneri)	
Acido fosforico, calcolato in P_2O_5	
Anidride solforosa totale	
Alcalinità totale delle ceneri (in cm³ alcali normali per litro)	

. . . . . il . . . . 19. .

Bollo

. . . .
(*Nome dell'Ufficio*)

. . . .
(*Firma e titolo di chi rilascia il certificato*)

(7) Da riempire solo per i vini liquorosi.
(8) Estratto libero da zucchero è l'estratto totale dedotto il quantitativo di zucchero eccedente un grammo per litro.

ALLEGATO 3.

Modulo B.

Certificato d'analisi chimica di una spedizione di

vino / mosto d'uva / uva ammostata } destinata all'esportazione nel territorio del Reich germanico.

A. — ATTESTATO

Ai fini della constatazione dei requisiti necessari per l'importazione in Germania de sotto indicat (numero)

vagone cisterna
vagone serbatoio
colli

contenent { vino / mosto d'uva / uva ammostata

l'Ufficio governativo sottoscritto certifica che:

1° dopo aver prelevato, secondo le norme, il campione esso

ha munito { il vagone cisterna, il vagone serbatoio / il vagone / i colli .

del bollo di chiusura ufficiale del vagone / dei colli più sotto indicato;

2° che ha trasmesso, per l'esecuzione dell'analisi chimica, i campion prelevat senza mescolarli fra di loro in . . . .
(*numero e specie dei recipienti*)

contraddistinti . . . . e chiusi ufficialmente al . . . . . .

. . . .
(*Nome dell'Ufficio*)

NOME E DOMICILIO dello speditore	Numero, specie	Marche, numeri	Peso lordo in Kg. (1)	Denominazione secondo la provenienza (paese, zona vinicola, Comune o simili) colore, annata, ecc.	Descrizione o impronta del bollo o sigillo ufficiale
	dei vagoni cisterna, dei vagoni serbatoi o dei colli (fusti, damigiane, casse, ecc.).				
1	2	3	4	5	6
					In caso di applicazione del bollo o sigillo di chiusura ufficiale al vagone (2): I colli posti sotto chiusura ufficiale sono rimasti costantemente sotto sorveglianza dal momento in cui è stato prelevato il campione sino al caricamento nel vagone N.....

Bollo

...., *il* .... *19*......

....
(Nome dell'Ufficio)

....
(Firma e titolo di chi rilascia il certificato)

(1) In caso di chiusura ufficiale del vagone, basta indicare il peso complessivo della spedizione.

(2) Non vale pel caso di vino liquoroso.

B. — *Certificato di analisi chimica N. . . . .*

In base all'autorizzazione concessagli il sottoscritto Ufficio certifica:

1° che esso ha analizzato, sotto l'osservanza delle norme concordate, i campion prelevat sotto l'attestato *A*
senza mescolarli fra loro;
———
dopo averne fatto un campione medio (campione di miscela) da parecchi colli o sezioni del vagone aventi contenuto omogeneo;

e che, per il vino liquoroso esportato dai porti franchi di Trieste o Fiume, è stato ad esso presentato un certificato dell'Autorità doganale attestante l'esclusivo deposito nei locali separati a ciò destinati e gli eventuali tagli ed aggiunte;

2° che { il vino / il mosto d'uva / l'uva ammostata }

è ottenut esclusivamente con uve prodotte in Italia, corrisponde alle prescrizioni legali vigenti per il commercio in Italia, e che inoltre non si potè constatare in base all'analisi l'aggiunta di alcuna fra le seguenti sostanze: uva secca, carbonati alcalini, acidi organici o loro sali (3), come pure combinazioni dell'acido solforoso (solfiti, metasolfiti e simili) ad eccezione del metabisolfito puro di potassio;

3° che il contenuto in acido solforico in un litro di liquido non oltrepassa quanto corrisponde a 2 gr. di solfato neutro di potassa (4);

4° che { il vino / il mosto d'uva / l'uva ammostata }
non ha subito aggiunta di zucchero;

5° che { il vino, in quanto non si tratti di vino liquoroso, / il mosto d'uva / l'uva ammostata }
non ha subito aggiunta di alcool;

6° che il vino liquoroso { non ha subito aggiunta di alcool; / ha subito aggiunta di alcool solo nella misura permessa per il commercio in Italia; }

7° che non si tratta di un prodotto tagliato con vino bianco, mosto di uva bianca o uva ammostata bianca (5);

8° che il vino ha un contenuto di . . . . gr. di alcool, il vino da taglio inoltre un contenuto di . . . . gr. di estratto libero da zucchero (6) in un litro;

(3) È sufficiente l'analisi per l'acido tartarico, l'acido citrico, il cremore di tartaro e il tartrato neutro di potassio.

(4) Solo per il vino rosso, eccettuato il vino liquoroso, come pure per il mosto d'uva rosso e per l'uva ammostata per vini rossi.

(5) Da certificarsi solo per il vino rosso, per il mosto d'uva rosso, e per l'uva ammostata per vini rossi.

(6) Estratto libero da zucchero è l'estratto totale dedotto il quantitativo di zucchero eccedente un grammo per litro.

9° che il mosto d'uva alcoolizzato (mistella) è prodotto con uva moscato o con uve fresche aventi profumo simile, e contiene in un litro almeno 200 gr. di zucchero naturale.

. . . . . il . . . . 19. .

Bollo

. . . .
(*Nome dell'Ufficio*)

. . . .
(*Firma e titolo di chi rilascia il certificato*)

ANALISI DEL VINO (7)

Aspetto (colore, limpidezza) . . . .
Aroma e sapore . . . .
Peso specifico ° C., ragguagliato all'acqua a ° C . . . .

Grammi in un litro
—

Alcool % in volume . . . .
Estratto secco calcolato (metodo indiretto) . . . .
Zuccheri riduttori (zucchero invertito) . . . .
Saccarosio . . . .
Estratto libero da zucchero (8) . . . .
Acidità totale (acidi titolabili), calcolata in acido tartarico . . . .
Acidi volatili, calcolati in acido acetico . . . .
Acidi volatili, dedotta l'anidride solforosa libera, calcolati in acido acetico . . . .
Sostanze minerali (ceneri) . . . .
Acido fosforico, calcolato in P_2O_4 . . . .
Anidride solforosa totale . . . .
Alcalinità totale delle ceneri (in cm³ alcali normali per litro) . . . . . .

. . . . . il . . . . 19. .

Bollo

. . . .
(*Nome dell'Ufficio*)

. . . .
(*Firma e titolo di chi rilascia il certificato*)

(7) Da riempire solo per i vini liquorosi.
(8) Estratto libero da zucchero è l'estratto totale dedotto il quantitativo di zucchero eccedente un grammo per litro.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

L'AMBASCIATORE DI GERMANIA A ROMA
A. S. E. IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI

Roma, lì 3 marzo 1932-X.

Signor Ministro,

Con Sua nota in data d'oggi l'E. V. si è compiaciuta comunicarmi quanto segue:

« In seguito alle conversazioni che ebbero luogo in questi giorni tra Delegati del R. Governo italiano e Delegati del Governo del Reich germanico, allo scopo di riesaminare gli accordi esistenti per l'applicazione dell'art. 21 del Trattato di commercio e di navigazione italo-germanico del 31 ottobre 1925, per quanto riguarda il vino, il mosto d'uva e l'uva ammostata, e per l'esecuzione dell'art. 2 dell'Accordo addizionale stipulato in data di oggi, i Delegati stessi si sono trovati d'accordo nello stabilire quanto segue:

1° L'analisi del vino, del mosto d'uva e dell'uva ammostata, come pure l'accertamento della omogeneità del contenuto di diverse sezioni di un vagone cisterna o di un vagone serbatoio, o di vari colli appartenenti alla stessa spedizione si effettueranno in Italia secondo le norme indicate nell'allegato 1. Resta inteso che qualora in futuro dovesse sorgere il dubbio che altri acidi organici o loro sali, oltre quelli indicati nella Nota 2 dell'allegato 1, vengano aggiunti al vino, al mosto d'uva od all'uva ammostata, il R. Governo italiano, su richiesta del Governo del Reich germanico, impartirà disposizioni affinchè l'analisi si estenda anche a tali acidi organici o loro sali.

2° I certificati previsti dal § 8 dell'Ordinanza doganale germanica sui vini saranno compilati secondo i moduli allegati alla presente nota (allegati 2 e 3). Di tali moduli, quello dell'allegato 2 (Modulo *A*) vale per il caso in cui l'Istituto scientifico che fa l'analisi prelevi direttamente i campioni; quello dell'allegato 3 (Modulo *B*) vale per il caso in cui un Ufficio doganale, a ciò debitamente autorizzato dal R. Governo italiano, prelevi i campioni presso lo speditore e li trasmetta all'Istituto scientifico per l'analisi.

Per ogni spedizione sarà rilasciato un certificato separato.

Per i vini liquorosi da esportare in Germania da una cantina situata nei porti franchi di Trieste o di Fiume, i certificati secondo i moduli *A* e *B* saranno rilasciati solo se la cantina che ne fa richiesta ha immagazzinato tali vini esclusivamente negli speciali locali che son posti sotto vigilanza doganale e sono separati da tutti gli altri locali della cantina, o per mezzo di una rete metallica a maglie strette che vada dal pavimento al soffitto, o in altro modo altrettanto efficace.

Ho l'onore di informare l'E. V. che il R. Governo italiano approva l'accordo suddetto ed è disposto a darvi applicazione a partire da una data da stabilirsi di comune accordo.

Sarò grato all'E. V. se vorrà darmi l'assicurazione che il Governo del Reich germanico approva, per parte sua, tale accordo ».

Nel prendere atto di questa comunicazione, sono in grado di dare all'E. V. l'assicurazione che il Governo del Reich germanico approva, da parte sua, l'accordo contenuto nella suddetta nota ed è pronto a darvi applicazione a partire da una data da stabilirsi di comune accordo.

Voglia gradire, signor Ministro, l'espressione della mia alta considerazione.

DR. CARL VON SCHUBERT.

ALLEGATO I.

Norme per l'analisi del vino, del mosto d'uva e dell'uva ammostata, ai fini dell'accertamento dei requisiti necessari, secondo la legge germanica sul vino, per la loro importazione in Germania.

I. — SCOPO DELL'ANALISI.

Con l'analisi si deve accertare che i prodotti sono genuini e non adulterati; specialmente l'analisi deve dare la prova:

1° che i prodotti sono conformi alle prescrizioni in vigore per il commercio in Italia;

2° che ad essi non sono state aggiunte determinate sostanze o che ne sono state aggiunte in misura non maggiore di quella permessa in Germania per i prodotti stranieri (v. Nota 3, come pure i numeri da 2 a 9 dell'Allegato 2 e dell'Allegato 3, lettera *B*).

II. — PROCEDIMENTO.

A) *Disposizioni generali.*

1° Per raggiungere tale prova devono di regola farsi, salvo quanto è disposto sotto la lettera *B*, le seguenti ricerche e determinazioni:

a) ***per i vini bianchi***:

la determinazione:
dell'alcool,
dell'estratto,
delle sostanze minerali (ceneri),
dell'acidità totale (acidi titolabili),
degli acidi volatili,
dell'anidride solforosa totale,
dell'anidride solforosa libera,
degli zuccheri riduttori,
del saccarosio, se l'analisi ha dimostrato la sua presenza,
dell'acido tartarico,
dell'acido citrico;

b) *per i vini rossi*: (1).

le stesse determinazioni come per i vini bianchi ed inoltre la determinazione del contenuto in acido solforico (solfati) e la ricerca delle materie coloranti estranee;

c) ***per i vini liquorosi***:

le stesse determinazioni come per i vini bianchi, ed inoltre la determinazione dell'acido fosforico;

d) *per i mosti d'uva e le uve ammostate*:

la determinazione:
del peso specifico,
dell'alcool,
dell'estratto,
delle sostanze minerali (ceneri),
dell'acidità totale (acidi titolabili),
degli zuccheri riduttori,
del saccarosio, se la ricerca ha dimostrato la sua presenza,
dell'anidride solforosa totale;

per il mosto d'uva rosso e per l'uva ammostata rossa, anche la determinazione dell'acido solforico (solfato), come pure la ricerca delle materie coloranti estranee;

e) *per l'uva ammostata fermentata*:

le stesse determinazioni e ricerche come per il vino.

2° In tutti i casi bisognerà inoltre stabilire che i prodotti non hanno ricevuto aggiunta di zucchero, uva secca, carbonati alcalini, acidi organici o loro sali (2), come pure di combinazioni dell'acido solforoso (solfiti, metasolfiti e simili) ad eccezione del metabisolfito di potassio puro.

3° La ricerca deve essere estesa anche ad altre sostanze vietate (3) se l'aspetto, l'odore, il sapore dei campioni od altri motivi lo facciano ritenere necessario.

Se non vi sono tali sospetti, questa più ampia ricerca può essere limitata solo su campioni prelevati saltuariamente a tale scopo.

4° Per il mosto d'uva, che ha ricevuto una aggiunta di alcool (mistella), si deve accertare se esso è stato prodotto da uva moscato o da uve fresche aventi profumo simile e se esso in un litro contiene almeno 200 gr. di zucchero naturale.

5° L'analisi deve eseguirsi secondo i procedimenti prescritti ufficialmente in Italia.

---

(1) Solo il vino rosso naturale destinato sotto controllo doganale al taglio di vino rosso indigeno non ancora tagliato, che contenga almeno 95 gr. ed al massimo 140 gr. di alcool ed almeno 28 gr. di estratto libero da zucchero in un litro di liquido, gode in Germania il trattamento doganale del vino rosso da taglio.

(2) È sufficiente l'analisi per l'acido tartarico, l'acido citrico, il cremore di tartaro e il tartrato neutro di potassio.

(3) Come tali sostanze sono da considerarsi secondo le prescrizioni legali germaniche: carbonati alcalini (di potassio ecc.); acidi organici e loro sali e combinazioni (acido formico, benzoico, ossalico, salicilico, tartarico, cinnamico, citrico, cremore di tartaro, tartrato neutro di potassio e simili); sali solubili d'alluminio (allume e prodotti simili); composti di bario; composti di piombo; acido borico; composti ferro-cianici (prussiati); sostanze coloranti, eccettuate piccole quantità di zucchero bruciato (zucchero caramello) per i vini liquorosi; fluoruri; formaldeide e prodotti capaci di originarla; glicerina; chermes; composti di magnesio; alcool impuro (contenente alcool amilico libero); glucosio impuro; sciroppo di fecola; composti di stronzio; composti di bismuto; sali di zinco; sali e composti dell'acido borico come pure dell'acido solforoso (solfiti, metasolfiti e simili) tuttavia ad eccezione del metabisolfito puro di potassio; edulcoranti artificiali (saccarina e simili).

B) *Norme speciali per il prelevamento dei campioni e per la determinazione dell'omogeneità.*

1° Nelle spedizioni in vagoni cisterna o in vagoni serbatoi, anche con più sezioni con contenuto omogeneo, si deve prelevare un campione per ogni vagone, e analizzare secondo le prescrizioni della lettera *A*.

2° Se la spedizione consiste in più colli con contenuto omogeneo si deve prelevare un campione ogni 50 colli ed analizzarlo secondo le prescrizioni della lettera *A*.

3° Se è accertata la omogeneità, si può formare il campione anche mescolando i campioni prelevati per accertare la omogeneità.

4° Come omogenei si riterranno i prodotti di uguale provenienza e qualità. Prodotti che provengono da luoghi differenti, anche se vicini, o i prodotti i quali, pur provenendo dallo stesso luogo, siano differenti per annate, qualità, denominazioni o prezzi, non potranno considerarsi come omogenei.

5° Se diversi colli di una spedizione, o le varie sezioni di un vagone cisterna o di un vagone serbatoio contengono secondo l'indicazione dello speditore prodotti omogenei, il controllo si farà anzitutto esaminando i documenti relativi (fattura, lettera di vettura, polizza di carico, ecc.).

6° Se l'esame dei documenti non dà luogo a sospetti, si controlla il contenuto dei colli o di ogni sezione del vagone per accertare la omogeneità. A tale scopo si esaminerà un campione prelevato da ogni collo o da ogni recipiente del vagone cisterna o del vagone serbatoio, esaminandone il colore, l'odore, il sapore, la fluidità, e, nel caso che non sorgano dubbi, si farà seguire una analisi abbreviata determinando il contenuto di alcool, estratto, acidità totale (acidi titolabili) e sostanze minerali (ceneri). Tale analisi deve farsi su due campioni nel caso di spedizioni di venti colli o meno, su un campione ogni dieci colli nel caso di spedizioni più importanti, su un campione ogni due sezioni del vagone nel caso di spedizioni per vagoni cisterna o vagoni serbatoi. Se il prelevamento dei campioni non ha luogo da parte dell'Istituto di analisi, allora deve inviarsi a questo il numero di campioni necessario per effettuare l'analisi chimica abbreviata (4).

(4) Per il vino rosso, per il quale si richiede lo sdoganamento come vino da taglio, l'analisi abbreviata deve estendersi anche alla determinazione se il vino contiene il necessario quantitativo di alcool e estratto libero da zucchero.

ALLEGATO 2.

Modulo A.

Certificato d'analisi chimica di una spedizione di

vino / mosto d'uva / uva ammostata } destinata all'esportazione nel territorio del Reich germanico.

NOME E DOMICILIO dello speditore	Numero, specie	Marche, numeri	Peso lordo in Kg. (1)	Denominazione secondo la provenienza (paese, zona vinicola, Comune o simili) colore, annata, ecc.	Descrizione o impronta del bollo o sigillo ufficiale
	dei vagoni cisterna, dei vagoni serbatoi o dei colli (fusti, damigiane, casse, ecc.).				
1	2	3	4	5	6
					In caso di applicazione del bollo o sigillo di chiusura ufficiale al vagone (2): I colli posti sotto chiusura ufficiale sono rimasti costantemente sotto sorveglianza dal momento in cui è stato prelevato il campione sino al caricamento nel vagone N....

(1) In caso di chiusura ufficiale del vagone, basta indicare il peso complessivo della spedizione.

(2) Non vale pel caso di vino liquoroso.

In base all'autorizzazione concessagli il sottoscritto Ufficio certifica:

1° che esso ha analizzato sotto l'osservanza delle norme concordate, i campion prelevat secondo le norme di prelevamento senza mescolarli / dopo averne fatto fra loro:

un campione medio (campione di miscela) da parecchi colli o sezioni del vagone aventi contenuto omogeneo;

e che, per il vino liquoroso esportato dai porti franchi di Trieste o Fiume, è stato ad esso presentato un certificato dell'Autorità doganale attestante l'esclusivo deposito nei locali separati a ciò destinati e gli eventuali tagli ed aggiunte;

2° che { il vino / il mosto d'uva / l'uva ammostata }

è ottenut esclusivamente con uve prodotte in Italia, corrisponde alle prescrizioni legali vigenti per il commercio in Italia, e che inoltre non si potè constatare in base all'analisi l'aggiunta di alcuna fra le seguenti sostanze: uva secca, carbonati alcalini, acidi organici o loro sali (3), come pure combinazioni dell'acido solforoso (solfiti, metasolfiti e simili) ad eccezione del metabisolfito puro di potassio;

3° che il contenuto in acido solforico in un litro di liquido non oltrepassa quanto corrisponde a 2 gr. di solfato neutro di potassa (4);

4° che { il vino / il mosto d'uva / l'uva ammostata }

non ha subito aggiunta di zucchero;

5° che { il vino, in quanto non si tratti di vino liquoroso, / il mosto d'uva / l'uva ammostata }

non ha subito aggiunta di alcool;

6° che il vino liquoroso non ha subito aggiunta di alcool; / ha subito aggiunta di alcool solo nella misura permessa per il commercio in Italia;

7° che non si tratta di un prodotto tagliato con vino bianco, mosto di uva bianca o uva ammostata bianca (5);

8° che il vino ha un contenuto di gr. di alcool, il vino da taglio inoltre un contenuto di gr. di estratto libero da zucchero (6) in un litro;

9° che il mosto d'uva alcoolizzato (mistella) è prodotto con uva moscato o con uve fresche aventi profumo simile, e contiene in un litro almeno 200 gr. di zucchero naturale;

10° che l'Ufficio, immediatamente dopo il prelevamento de campion , ha munito i recipienti con il sopra descritto bollo ufficiale di chiusura del vagone / collo

. . . . . . il . . . . 19. .

Bollo

. . . .
(*Nome dell'Ufficio*)

. . . .
(*Firma e titolo di chi rilascia il certificato*)

ANALISI DEL VINO (7)

Aspetto (colore, limpidezza) . . . .
Aroma e sapore . . . .
Peso specifico ° C., ragguagliato all'acqua a ° C . . . .

	Grammi in un litro
Alcool % in volume	
Estratto secco calcolato (metodo indiretto)	
Zuccheri riduttori (zucchero invertito)	
Saccarosio	
Estratto libero da zucchero (8)	
Acidità totale (acidi titolabili), calcolata in acido tartarico	
Acidi volatili, calcolati in acido acetico	
Acidi volatili, dedotta l'anidride solforosa libera, calcolati in acido acetico	
Sostanze minerali (ceneri)	
Acido fosforico, calcolato in P_2O_4	
Anidride solforosa totale	
Alcalinità totale delle ceneri (in cm³ alcali normali per litro)	

. . . . . . il . . . . 19. .

. . . .
(*Nome dell'Ufficio*)

. . . .
(*Firma e titolo di chi rilascia il certificato*)

---

(3) È sufficiente l'analisi per l'acido tartarico, l'acido citrico, il cremore di tartaro e il tartrato neutro di potassio.
(4) Solo per il vino rosso, eccettuato il vino liquoroso, come pure per il mosto d'uva rosso e per l'uva ammostata per vini rossi.
(5) Da certificarsi solo per il vino rosso, per il mosto d'uva rosso, e per l'uva ammostata per vini rossi.
(6) Estratto libero da zucchero è l'estratto totale dedotto il quantitativo di zucchero eccedente un grammo per litro.

(7) Da riempire solo per i vini liquorosi.
(8) Estratto libero da zucchero è l'estratto totale dedotto il quantitativo di zucchero eccedente un grammo in un litro.

ALLEGATO 3.

Modulo B.

Certificato d'analisi chimica di una spedizione di

vino
mosto d'uva
uva ammostata } destinata all'esportazione nel territorio del Reich germanico.

A. — ATTESTATO

Ai fini della constatazione dei requisiti necessari per l'importazione in Germania de sotto indicat (numero)

vagone cisterna
vagone serbatoio
colli

contenent { vino / mosto d'uva / uva ammostata

l'Ufficio governativo sottoscritto certifica che:

1° dopo aver prelevato, secondo le norme, il campione esso

ha munito { il vagone cisterna, il vagone serbatoio / il vagone / i colli

del bollo di chiusura ufficiale del vagone / dei colli più sotto indicato;

2° che ha trasmesso, per l'esecuzione dell'analisi chimica, i campion prelevat senza mescolarli fra di loro in . . . .
(*numero e specie dei recipienti*)

contraddistinti . . . . e chiusi ufficialmente al . . . . .

. . . .
(*Nome dell'Ufficio*)

NOME E DOMICILIO dello speditore	Numero, specie (dei vagoni cisterna, dei vagoni serbatoi o dei colli (fusti, damigiane, casse, ecc.).	Marche, numeri	Peso lordo in Kg. (1)	Denominazione secondo la provenienza (paese, zona vinicola, Comune o simili) colore, annata, ecc.	Descrizione o impronta del bollo o sigillo ufficiale
1	2	3	4	5	6
					In caso di applicazione del bollo o sigillo di chiusura ufficiale al vagone (2): I colli posti sotto chiusura ufficiale sono rimasti costantemente sotto sorveglianza dal momento in cui è stato prelevato il campione sino al caricamento nel vagone N. . . . .

Bollo

. . . . , *il* . . . . *19* . . . .

. . . .
(Norme dell'Ufficio)

. . . .
(Firma e titolo di chi rilascia il certificato)

(1) In caso di chiusura ufficiale del vagone, basta indicare il peso complessivo della spedizione.

(2) Non vale pel caso di vino liquoroso.

B. — *Certificato di analisi chimica N. . . . .*

In base all'autorizzazione concessagli il sottoscritto Ufficio certifica:

1° che esso ha analizzato, sotto l'osservanza delle norme concordate, i campion prelevat sotto l'attestato *A*
senza mescolarli fra loro;
dopo averne fatto un campione medio (campione di miscela) da parecchi colli o sezioni del vagone aventi contenuto omogeneo;

e che, per il vino liquoroso esportato dai porti franchi di Trieste o Fiume, è stato ad esso presentato un certificato dell'Autorità doganale attestante l'esclusivo deposito nei locali separati a ciò destinati e gli eventuali tagli ed aggiunte;

2° che { il vino / il mosto d'uva / l'uva ammostata }

è ottenut esclusivamente con uve prodotte in Italia, corrisponde alle prescrizioni legali vigenti per il commercio in Italia, e che inoltre non si potè constatare in base all'analisi l'aggiunta di alcuna fra le seguenti sostanze: uva secca, carbonati alcalini, acidi organici o loro sali (3), come pure combinazioni dell'acido solforoso (solfiti, metasolfiti e simili) ad eccezione del metabisolfito puro di potassio;

3° che il contenuto in acido solforico in un litro di liquido non oltrepassa quanto corrisponde a 2 gr. di solfato neutro di potassa (4);

4° che { il vino / **il mosto d'uva** / **l'uva ammostata** }
non ha subito aggiunta di zucchero;

5° che { il vino, in quanto non si tratti di vino liquoroso, / il mosto d'uva / **l'uva ammostata** }
non ha subito aggiunta di alcool;

6° che il vino liquoroso: non ha subito aggiunta di alcool; / ha subito aggiunta di alcool solo nella misura permessa per il commercio in Italia;

7° che non si tratta di un prodotto tagliato con vino bianco, mosto di uva bianca o uva ammostata bianca (5);

8° che il vino ha un contenuto di . . . . gr. di alcool, il vino da taglio inoltre un contenuto di . . . . gr. di estratto libero da zucchero (6) in un litro;

9° che il mosto d'uva alcoolizzato (mistella) è prodotto con uva moscato o con uve fresche aventi profumo simile, e contiene in un litro almeno 200 gr. di zucchero naturale.

. . . . . il . . . . 19. .

Bollo

. . . .
(Nome dell'Ufficio)

. . . .
(Firma e titolo di chi rilascia il certificato)

ANALISI DEL VINO (7)

Aspetto (colore, limpidezza) . . . .
Aroma e sapore . . . .
Peso specifico ° C., ragguagliato all'acqua a ° C . . . .

	Grammi in un litro
Alcool % in volume	
Estratto secco calcolato (metodo indiretto)	
Zuccheri riduttori (zucchero invertito)	
Saccarosio	
Estratto libero da zucchero (8)	
Acidità totale (acidi titolabili), calcolata in acido tartarico	
Acidi volatili, calcolati in acido acetico	
Acidi volatili, dedotta l'anidride solforosa libera, calcolati in acido acetico	
Sostanze minerali (ceneri)	
Acido fosforico, calcolato in P_2O_5	
Anidride solforosa totale	
Alcalinità totale delle ceneri (in cm^3 alcali normali per litro)	

. . . . . il . . . . 19. .

Bollo

. . . .
(Nome dell'Ufficio)

. . . .
(Firma e titolo di chi rilascia il certificato)

(3) È sufficiente l'analisi per l'acido tartarico, l'acido citrico, il cremore di tartaro e il tartrato neutro di potassio.
(4) Solo per il vino rosso, eccettuato il vino liquoroso, come pure **per il** mosto d'uva rosso e per l'uva ammostata per vini rossi.
(5) Da certificarsi solo per il vino rosso, per il mosto d'uva rosso, e **per** l'uva ammostata per vini rossi.
(6) Estratto libero da zucchero è l'estratto totale dedotto il quantitativo di zucchero eccedente un grammo per litro.

(7) Da riempire solo per i vini liquorosi.
(8) Estratto libero da zucchero è l'estratto totale dedotto il quantitativo di zucchero eccedente un grammo in un litro.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
GRANDI.

REGIO DECRETO-LEGGE 25 gennaio 1932, n. 199.

Approvazione del Protocollo addizionale all'Accordo commerciale italo-francese del 7 marzo 1928, per l'importazione dei vini italiani in Francia, Protocollo stipulato in Roma, tra l'Italia e la Francia, il 16 novembre 1931.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione al Protocollo addizionale all'Accordo commerciale franco-italiano del 7 marzo 1928, per l'importazione dei vini italiani in Francia, Protocollo stipulato in Roma tra l'Italia e la Francia il 16 novembre 1931;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Nostri Ministri Segretari di Stato per le finanze, per l'agricoltura e foreste e per le corporazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo addizionale all'Accordo commerciale franco-italiano del 7 marzo 1928, per l'importazione dei vini italiani in Francia, Protocollo stipulato in Roma, tra l'Italia e la Francia, il 16 novembre 1931.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, entrerà in vigore ai termini ed alle condizioni previste dall'art. 5 del Protocollo di cui all'articolo precedente.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 gennaio 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GRANDI — MOSCONI — ACERBO — BOTTAI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *marzo* 1932 - *Anno X*
Atti del Governo, registro 318, *foglio* 92. — MANCINI.

Protocole additionnel
à l'Accord commercial franco-italien du 7 mars 1928 modifié par le Protocole additionnel du 16 mars 1931.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit:

1. — Les vins italiens seront admis à leur importation en France au régime défini ci-après:

a) Quelle que soit leur destination, les vins italiens autres que les vins de liqueur, importés autrement qu'en fiasques, bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, seront admis en France, à partir du premier avril 1932, dans la limite d'un contingent annuel de 250.000 hl. au droit prévu par l'accord du 7 mars 1928, soit 55 francs par hectolitre.

Si la récolte française est inférieure à 60 milions d'hectolitres, le chiffre de 250.000 hl. sera augmenté, selon l'échelle ci-après, d'une quantité d'autant plus élevée que la récolte sera plus faible.

Il est entendu que la récolte française comprend celle de l'Algérie et de la Tunisie. La récolte tunisienne n'entre, toutefois, en ligne de compte dans ce total que pour la fraction admise en franchise à l'importation en France. D'autre part, la récolte française est évaluée d'après les déclarations de production pour la période écoulée, sans report des excédents invendus des années précédentes.

Catégorie	Récolte exprimée en millions d'hectolitres et comprise entre:	Accroissement supplémentaire par million d'hectolitres recoltes au dessous de la récolte normale de chaque catégorie.
A	60 au plus et 55 au moins	9.000
B	55 » 50 »	18.000
C	50 » 45 »	27.000
D	45 » 40 «	36.000
E	au dessous de 40	45.000

b) Le surplus excédant les quantités qui bénéficieront des dispositions précédentes sera admis sans limitation aux droits du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation (soit actuellement 84 francs). Toutefois, tant que le régime de contingentement des vins restera en vigueur en France, le surplus sera limité aux quantités fixées ci-après:

Jusqu'au 31 mars 1932: un contingent de 100.000 hectolitres;

Après le premier avril 1932 et pour chaque année un contingent annuel de 250.000 hectolitres.

c) En ce qui concerne les vins en fiasques, bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, les droits prévus par l'accord du 7 mars 1928 seront appliqués dans la limite d'un contingent annuel de 20.000 hectolitres. Pour la période s'étendant de la mise en vigueur du présent protocole jusq'au premier avril 1932, ces mêmes droits seront appliqués à un contingent de 10.000 hectolitres.

Les liquidations de droits effectuées après la date de la mise en application provisoire du présent protocole séront revisées aussitôt après sa mise en vigueur et la différence entre les droits perçus et les droits résultant de l'application de l'alinéa précédent sera remboursée aux importateurs.

d) Aucun excédent sur les contingents ci-dessus visés ne pourra être oléré que dans la limite de 5 % au maximum. Les excédents seront reportés sur l'année suivante.

2. — Le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour que les moûts sulfités (repris sous le n° 171 du tarif douanier français) puissent être imputés sur le contingent de 250.000 hl. visé au premier alinéa du paragraphe premier ci-dessus et bénéficier du régime douanier prévu pour ce contingent. Cette imputation se fera suivant une proportion qui sera fixée annuellement sur les indications du Gouvernement italien et dans la limite dudit contingent.

Le surplus excédant les quantités ainsi déterminées sera admis au droit du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation.

3. — Les moûts sulfités, les vins ordinaires et les vins de liqueur, une fois dédouanés, seront soumis aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins et moûts français. Les vins coupés avec des vins italiens, en conformité des dispositions du présent arrangement, circuleront dans des condi-

tions identiques à celles des vins coupés avec des vins français.

Le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour que soit autorisée l'importation des vins italiens blancs et rosés, destinés à être mis en vente, après mélange avec des vins français, à la condition que lesdits vins titrent au maximum 12° d'alcool et que, sous le contrôle de la régie, ils soient coupés avec des vins français titrant au moins 8° d'alcool. La proportion des vins français dans le mélange ne devra pas être inférieure à 30 % et le vin de coupage obtenu devra présenter une somme d'alcool plus acide fixe au moins égal à 13. Si la France accorde à d'autres Pays une autorisation analogue pour les vins rouges, l'Italie bénéficiera également des avantages qui leur seraient accordés.

4. — Les limitations à l'importation auxquelles se réfère le présent protocole ont un caractère exceptionnel et provisoire et elles seront sopprimées dès que les circonstances le permettront.

5. — Sont abrogées toutes dispositions des accords antérieurs qui seraient contraires aux stipulations du présent protocole.

Le présent protocole sera ratifié à Rome le plus tôt possible; il entrera en vigueur dix jour après l'échange des ratifications; toutefois, chacune des parties mettra en application provisoire, dix jours au maximum après la signature, les dispositions qui ne nécessitent pas l'approbation parlementaire.

Ce protocole restera en vigueur jusqu'à l'échéance de l'accord commercial du 7 mars 1928.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait à Rome, le 16 novembre 1931.

Le Sous-Secrétaire d'Etat: (*L. S.*) FANI

L'Ambassadeur de France: (*L. S.*) BEAUMARCHAIS

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
FANI.

REGIO DECRETO 22 febbraio 1932, n. **200**.

Decadenza della « Società veneta per costruzione ed esercizio di ferrovie secondarie italiane » dalle concessioni delle linee tramviarie Asolo-Montebelluna-Valdobbiadene e Asolo-Caselle d'Asolo.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti i Nostri decreti 22 aprile 1909, n. 65, col quale fu approvata la convenzione 9 aprile 1909 per la concessione alla « Società veneta per costruzione ed esercizio di ferrovie secondarie italiane » delle tramvie Asolo-Montebelluna-Valdobbiadene, e 3 aprile 1913, n. 418, col quale fu approvata la convenzione 25 febbraio 1913 con la stessa Società veneta per la concessione del prolungamento delle dette tramvie dalla stazione alla piazza di Valdobbiadene e per l'elettrificazione della intiera linea Asolo-Montebelluna-Valdobbiadene;

Visto il Nostro decreto 1° agosto 1913, n. 1074, col quale fu approvata la convenzione 11 luglio 1913 con la detta Società per la concessione della tramvia elettrica da Asolo a Caselle d'Asolo;

Ritenuto che la Società concessionaria arbitrariamente ha cessato l'esercizio delle linee tramviarie suindicate ed è pertanto incorsa nella decadenza delle relative concessioni;

Visto il testo unico delle disposizioni di legge per le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e gli automobili, approvato col Nostro decreto 9 maggio 1912, n. 1447;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le comunicazioni, di concerto col Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

La Società veneta per costruzione ed esercizio di ferrovie secondarie italiane è dichiarata decaduta dalle concessioni delle linee tramviarie Asolo-Montebelluna-Valdobbiadene e Asolo-Caselle d'Asolo, di cui ai Nostri decreti 22 aprile 1909, n. 65, 3 aprile 1913, n. 418, e 1° agosto 1913, n. 1074.

La decadenza ha effetto a partire dal 1° aprile 1931.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 febbraio 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

CIANO — MOSCONI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 23 marzo 1932 - Anno X
Atti del Governo, registro 318, foglio 107. — MANCINI.

REGIO DECRETO 22 febbraio 1932, n. **201**.

Approvazione dello statuto organico dell'Opera pia « Civico ospedale di Arco e Dro » con sede in Arco.

N. 201. R. decreto 22 febbraio 1932, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, è approvato, con una modifica, lo statuto organico dell'Opera pia « Civico ospedale di Arco e Dro », con sede in Arco (Trento).

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 22 febbraio 1932, n. **202**.

Approvazione dello statuto organico della Società di pubblica assistenza « Humanitas », con sede in Romito Magra (frazione di Arcola).

N. 202. R. decreto 22 febbraio 1932, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, viene approvato lo statuto organico della Società di pubblica assistenza « Humanitas », con sede in Romito Magra, frazione di Arcola (La Spezia).

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1932 - Anno X

REGIO DECRETO 2 febbraio 1932, n. **203**.

Erezione in ente morale della fondazione « Conte Dino Crespi » con sede in Busto Arsizio.

N. 203. R. decreto 2 febbraio 1932, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, la fondazione « Conte Dino Crespi », con sede in Busto Arsizio (provincia di Varese), viene eretta in ente

morale sotto l'amministrazione del Consiglio direttivo del locale Ospedale civile, e ne è approvato, con alcune modifiche, lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *marzo* 1932 - *Anno X*

REGIO DECRETO 2 febbraio 1932, n. 204.
Erezione in ente morale della fondazione « Ospizio vecchi poveri Beneficenza Coniugi Preyer » con sede in Casalmorano.

N. 204. R. decreto 2 febbraio 1932, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, la fondazione « Ospizio vecchi poveri Beneficenza Coniugi Preyer », con sede in Casalmorano, è eretta in ente morale con amministrazione autonoma, e ne è approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *marzo* 1932 - *Anno X*

REGIO DECRETO 22 febbraio 1932, n. 205.
Erezione in ente morale della fondazione « Principi di Piemonte », con sede in Pola.

N. 205. R. decreto 22 febbraio 1932, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro per l'interno, la fondazione « Principi di Piemonte », con sede in Pola, viene eretta in ente morale sotto l'amministrazione della Provincia e ne è approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *marzo* 1932 - *Anno X*

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 50-267 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della sig.a Milloc ved. Lucia fu Giov. Batta Tonso e della Furlan Orsola, nata a Chipris il 26 settembre 1885 e residente a Sagrado, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Milocco ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:
Milloc Alfredo fu Valentino, nato a Cormons il 6 luglio 1909, figlio;
Milloc Bruno fu Valentino, nato a Cormons il 21 settembre 1912, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Sagrado, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 6 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: Tiengo.

(824)

N. 50-181 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Maver Stefano fu Andrea e della fu Skrt Maria, nato a Cal di Canale l'8 aprile 1884 e residente a Cal di Canale, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:
Maver Giovanna fu Antonio Suligoi, nata a Cal di Canale l'8 febbraio 1885, moglie;
Maver Agostino, nato a Cal di Canale il 5 agosto 1920, figlio;
Maver Valeria, nata a Cal di Canale il 28 maggio 1922, figlia;
Maver Daniela, nata a Cal di Canale il 16 febbraio 1924, figlia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Cal di Canale, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 14 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: Tiengo.

(825)

N. 50-182 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Maver Giuseppe fu Giuseppe e della fu Skrt Teresa, nato a Cal di Canale il 12 gennaio 1873 e

residente a Cal di Canale, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Maver Anna fu Stefano Maver, nata a Locavizza il 25 luglio 1876, moglie;
Maver Maria, nata a Cal di Canale il 2 settembre 1897, figlia;
Maver Stefania, nata a Cal di Canale il 16 dicembre 1899, figlia;
Maver Giovanna, nata a Cal di Canale il 7 gennaio 1902, figlia;
Maver Francesco, nato a Cal di Canale il 26 settembre 1906, figlio;
Maver Andrea, nato a Cal di Canale il 29 novembre 1908, figlio;
Maver Giustina, nata a Cal di Canale il 18 ottobre 1911, figlia;
Maver Antonio, nato a Cal di Canale il 3 gennaio 1914, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Cal di Canale sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 14 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: TIENGO.

(826)

N. 50-183 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Maver Pietro fu Giovanni e della fu Bratuz Maria, nato a Chiapovano il 16 gennaio 1866 e residente a Chiapovano, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Maver Maria, nata a Chiapovano il 14 marzo 1897, figlia;
Maver Luigi, nato a Chiapovano il 17 giugno 1905, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Chiapovano, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 14 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: TIENGO.

(827)

N. 50-184 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto:
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Maver Pietro di Pietro e della fu Bratuz Maria, nato a Chiapovano il 3 agosto 1901 e residente a Chiapovano, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Maver Brigida fu Antonio Leban, nata a Chiapovano il 10 settembre 1901, moglie;
Maver Armando, nato a Chiapovano il 4 febbraio 1926, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Chiapovano, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 14 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: TIENGO.

(828)

N. 50-185 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della signora Maver ved. Caterina fu Andrea Paravan e della fu Jug Maria, nata a Canale d'Isonzo il 19 gennaio 1872 e residente a Canale d'Isonzo, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Maver Caterina fu Andrea, nata a Canale il 14 maggio 1903, figlia;
Maver Angela fu Andrea, nata a Canale il 17 marzo 1906, figlia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Canale d'Isonzo, sarà notificato all'interessata a termini del-

l'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 14 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: TIENGO.

(829)

N. 50-186 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Maver Martino fu Martino e della fu Ferjanc Maria, nato a Grande-Gracova Serravalle il 19 ottobre 1873 e residente a Grande-Gracova Serravalle, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:
Maver Caterina fu Giovanni Dakskobbler, nata a Losizza l'8 febbraio 1884, moglie;
Maver Maria, nata a Grande il 2 dicembre 1908, figlia;
Maver Martino, nato a Grande il 9 novembre 1909, figlio;
Maver Cirillo, nato a Grande il 30 marzo 1911, figlio;
Maver Angelo, nato a Grande il 25 aprile 1913, figlio;
Maver Angela, nata a Grande il 28 maggio 1915, figlia;
Maver Francesco, nato a Grande il 5 aprile 1917, figlio;
Maver Elena, nata a Grande il 15 marzo 1920, figlia;
Maver Lodovico, nato a Grande il 13 agosto 1922, figlio;
Maver Francesca, nata a Grande il 13 agosto 1924, figlia;
Maver Massimiliano, nato a Grande il 30 settembre 1927, figlio.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Gracova Serravalle, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 14 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: TIENGO.

(830)

N. 50-187 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del signor Maver Giuseppe fu Valentino e di Ferjanc Marianna, nato a Grande (Gracova Serravalle) il 22 febbraio 1882 e residente a Grande (Gracova Serravalle), è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:
Maver Francesca di Valentino Bizalj, nata a Grande il 13 gennaio 1892, moglie;
Maver Maria, nata a Grande, il 25 novembre 1911, figlia;
Maver Angela, nata a Grande, il 21 settembre 1913, figlia;
Maver Lodovica, nata a Grande il 17 agosto 1919, figlia;
Maver Miroslao, nato a Grande, il 13 settembre 1921,
Maver Luigia Ottilia, nata a Grande, il 3 dicembre 1923, figlia;
Maver Ludmilla, nata a Grande il 9 settembre 1926, figlia.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Gracova Serravalle, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 14 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: TIENGO.

(831)

N. 50-175 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;
Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome della signora Maver ved. Maria fu Andrea Filli e della fu Skocir Francesca, nata a Tolmino il 1° luglio 1876 e residente a Tolmino, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Tolmino, sarà notificato all'interessata a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 16 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: TIENGO.

(836)

N. 50-179 M.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Veduti il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove Provincie le disposizioni contenute nel R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina e le istruzioni contenute nel decreto Ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del Regio decreto-legge anzidetto;

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana compilato ai sensi dell'art. 1 di detto decreto Ministeriale;

Decreta:

Il cognome del sig. Maver Pietro fu Pietro e della fu Levpuscek Teresa, nato a Cal di Canale il 26 aprile 1875 e residente a Cal di Canale, è restituito, a tutti gli effetti di legge, nella forma italiana di « Mauri ».

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Cal di Canale, sarà notificato all'interessato a termini dell'art. 2 del succitato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Gorizia, addì 16 ottobre 1931 - Anno IX

Il prefetto: TIENGO.

(840)

CONCORSI

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

COMANDO GRUPPO LEGIONI MILIZIA PORTUARIA

Concorso per l'ammissione alla scuola di numero 70 allievi militi portuari.

IL COMANDANTE IL GRUPPO LEGIONI PORTUARIE

Vista la legge 8 luglio 1929, n. 1337;
Presi gli ordini da Sua Eccellenza il Ministro per le comunicazioni e d'intesa col Comando generale della M.V.S.N.;

Determina:

Art. 1.

È aperto un concorso per l'ammissione alla Scuola di n. 70 allievi militi portuari.

Art. 2.

Gli aspiranti allievi militi debbono entro il 30 aprile 1932-X far pervenire domanda su carta da bollo da L. 5 al Comando della 1ª legione portuaria di Genova (Centro di reclutamento).

Le domande devono essere corredate dai seguenti documenti redatti su carta da bollo e debitamente legalizzati:

a) atto di nascita dal quale risulti che l'aspirante alla data del 1° luglio 1932-X ha compiuto gli anni 18 e non oltrepassati gli anni 25;

b) certificato di cittadinanza italiana;

c) certificato generale del casellario giudiziario di data non anteriore ad un mese dal giorno della presentazione della domanda;

d) certificato di buona condotta morale e politica vidimato dall'autorità prefettizia di data non anteriore a due mesi dal giorno della presentazione della domanda;

e) certificato di data non anteriore alla pubblicazione del presente bando attestante la iscrizione al P.N.F. od ai Fasci giovanili di combattimento. Tale documento dovrà essere rilasciato dalla competente Federazione provinciale fascista o dal comandante provinciale dei Fasci giovanili di combattimento;

f) certificato dal quale risulti che il candidato non abbia contratto matrimonio o sia vedovo senza prole;

g) foglio matricolare del servizio militare (nel caso che l'aspirante abbia già prestato servizio militare) dal quale deve anche risultare che l'aspirante non abbia lasciato il Regio esercito, la Regia marina, la M.V.S.N., il Corpo della Regia guardia di finanza o la Regia aeronautica per espulsione o per negata rafferma.

I candidati che abbiano superato i 20 anni e che non abbiano prestato servizio militare debbono presentare il certificato dell'esito di leva;

h) titolo di studio non inferiore al certificato di compimento del corso elementare inferiore (promozione dalla 3ª classe elementare);

i) certificato di sana e robusta costituzione fisica, di data non anteriore alla pubblicazione del bando di concorso, dal quale risulti esplicitamente il giudizio che il concorrente si ritiene idoneo al servizio di vigilanza portuaria, ed abbia la statura non inferiore a m. 1,70;

l) fotografia del candidato colla firma debitamente legalizzata;

m) gli aspiranti minorenni dovranno unire alla domanda anche l'atto di assenso del padre o chi per esso per l'arruolamento volontario (Mod. 66 e 67 da richiedersi al Comune di residenza).

Art. 3.

Le domande saranno esaminate dal Comando 1ª legione portuaria di Genova che respingerà senz'altro quelle mancanti di uno solo dei documenti richiesti, o comunque non corredate in conformità del precedente articolo.

Art. 4.

Il Comando Gruppo legioni portuarie può, con giudizio insindacabile, negare l'ammissione al concorso.

Art. 5.

Apposita Commissione istituita presso il Comando della 1ª legione portuaria, esaminerà le domande pervenute e formerà una graduatoria in base ai titoli presentati dai concorrenti.

I primi della graduatoria saranno ammessi a coprire i posti indicati nel bando di concorso.

A parità di punti saranno preferiti:
1° i provenienti dalla M.V.S.N.;
2° gli insigniti di medaglia al valore;
3° gli orfani di guerra e i figli di mutilati in guerra;
4° i più giovani di età.

Art. 6.

I vincitori del concorso saranno sottoposti alla prescritta visita medica per stabilire la loro idoneità fisica allo speciale servizio della Milizia portuaria, presso la 1ª legione portuaria di Genova ove dovranno presentarsi il mattino del giorno 30 giugno 1932-X, alle ore 9.

I dichiarati idonei dovranno assumere la ferma di anni tre.

Art. 7.

Agli allievi militi ammessi a frequentare il corso saranno rimborsate le spese di viaggio. Per il relativo viaggio in Genova è corrisposto l'importo del biglietto di 3ª classe; pel viaggio sulle strade ordinarie è corrisposta una indennità chilometrica di L. 0,44 dal Comune di residenza alla sede della Scuola, nonchè l'indennità giornaliera di L. 8,80 per i giorni di viaggio.

Agli aspiranti dichiarati inabili alla visita medica sarà corrisposta l'indennità giornaliera di L. 8,80 per i giorni di viaggio e di permanenza nonchè il rimborso delle spese di viaggio.

Art. 8.

Gli allievi militi portuari debbono seguire i corsi e superare gli esami nelle seguenti materie: italiano, aritmetica, nozioni di geografia, nozioni codice marina mercantile, codice penale e procedura penale, testo unico delle leggi di P. S., istruzione militare teorica e pratica.

Art. 9.

Alla fine del corso gli allievi saranno sottoposti ad esami orali e coloro che avranno riportato l'idoneità in ciascuna prova di esame e gli otto decimi sulla condotta e sull'attitudine al servizio portuario, conseguiranno la nomina definitiva a milite portuario.

Art. 10.

Gli allievi sono soggetti per quanto riguarda la disciplina al regolamento disciplinare della Milizia portuaria ed a quello speciale della Scuola.

Art. 11.

Agli allievi spetta la paga giornaliera di L. 9,24. Le spese di vitto, di bucato, i libri ed oggetti di cancelleria sono a carico dei singoli allievi e vengono prelevate dalla loro paga mensile.

Art. 12.

Le spese di prima vestizione sono a carico dell'Amministrazione e quelle di manutenzione e rinnovazione di vestiario sono a carico dei militi.

Art. 13.

Il servizio prestato nella Milizia portuaria è computato agli effetti degli obblighi militari; tuttavia coloro che interrompono la ferma per motivi disciplinari, ritornano all'obbligo di assolvere la loro ferma di leva qualunque sia la durata del servizio già prestato nella Milizia portuaria.

Art. 14.

Il corso avrà la durata di mesi tre a cominciare dal 1° luglio 1932-X. Tanto la durata del corso, quanto il suo inizio, potranno essere modificati, sempre però successivamente alla suddetta data.

Art. 15.

Saranno esclusi dalla nomina ad allievo milite portuario coloro che alla data di inizio del corso si troveranno in servizio militare.

Art. 16.

Per norma, ai militi portuari effettivi sono corrisposti i seguenti assegni giornalieri, salvo le riduzioni di cui al R. decreto-legge 20 novembre 1930, n. 1491:

Paga giornaliera	L. 9,80
Indennità di M.P.	» 3,50
caroviveri	» 0,40
vestiario	» 1,10

Le spese vitto in L. 4,40 sono a carico dei militi.

In base al trattamento di previdenza le CC. NN. avranno diritto al riscatto della polizza di assicurazione sempreché siano trascorsi non meno di tre anni dalla data di decorrenza della polizza stessa.

Le CC. NN. che si raffermeranno hanno inoltre diritto a L. 3000 al termine della prima rafferma (anni 6); ad altre L. 2000 al termine della seconda rafferma (anni 9); e ad altre L. 1000 al termine della terza (anni 12), salvo le riduzioni di cui al R. decreto-legge surripetuto.

Roma, addì 15 marzo 1932 - Anno X

Il luogotenente generale: VITTORIO RAFFALDI.

(2437)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso bandito per 10 posti di cancelliere di 4ª classe.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Visto il decreto Ministeriale 7 agosto 1931, col quale è stato aperto un concorso a 10 posti di cancelliere di 4ª classe di gruppo *B* per il servizio delle Regie rappresentanze diplomatiche e consolari all'estero e dell'Amministrazione centrale degli affari esteri;

Determina:

La Commissione giudicatrice del concorso di cui al citato decreto 7 agosto 1931, è costituita come segue:

1° comm. Augusto Biancheri Chiappori, Regio inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di 2ª classe, presidente;

2° comm. Angelo Toscani, Regio console generale di 1ª classe, membro;

3° cav. uff. Iginio Ugo Faralli, Regio console generale di 2ª classe, membro.

Alla Commissione saranno aggiunti i seguenti esaminatori speciali:

gr. uff. prof. Eugenio Casanova, sopraintendente dell'Archivio di Stato e del Regno, per la lingua francese;

cav. uff. Edoardo Pervan, Regio console di 1ª classe, per le lingue tedesca, ceca, portoghese e slovena;

prof. Bruno Ducati, incaricato di istituzioni islamiche nella Regia università di Perugia, per le lingue inglese, spagnuola, araba.

Il cav. uff. Ugo Turcato, Regio console di 2ª classe, disimpegnerà le funzioni di segretario.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 22 dicembre 1931 - Anno X

p. Il Ministro: FANI.

(2440)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

AMMINISTRAZIONE MARINA MERCANTILE

Ruoli di anzianità.

Ai sensi ed agli effetti dell'art. 9 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, si comunica che l'Amministrazione della marina mercantile ha provveduto alla pubblicazione a stampa dei ruoli di anzianità dei propri impiegati, secondo la situazione del 1° gennaio 1932.

(2435)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Proroga della straordinaria gestione dell'Istituto per le case popolari di Firenze.

Con R. decreto in data 18 febbraio 1932 è stato prorogato il termine assegnato per la gestione straordinaria dell'Istituto per le case popolari di Firenze.

(2436)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 67.

Media dei cambi e delle rendite

del 23 marzo 1932 - Anno X.

Francia	76.25	Oro	372.39
Svizzera	373.60	Belgrado	—
Londra	70.60	Budapest (Pengo)	—
Olanda	7.815	Albania (Franco oro)	—
Spagna	145.75	Norvegia	3.78
Belgio	2.71	Russia (Cervonetz)	—
Berlino (Marco oro)	4.617	Svezia	3.79
Vienna (Schillinge)	—	Polonia (Sloty)	215 —
Praga	57.55	Danimarca	3.88
Romania	11.55	Rendita 3,50 %	72.90
Peso Argentino Oro	—	Rendita 3,50 % (1902)	69 —
Peso Argentino Carta	4.95	Rendita 3 % lordo	46.175
New York	19.30	Consolidato 5 %	81.75
Dollaro Canadese	17.27	Obblig. Venezie 3,50 %	82.95

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª pubblicazione) **Rettifiche d'intestazione** (Elenco N. 34).

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre che dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

DEBITO 1	NUMERO di iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 5 % » »	465877 431662 414721	300 — 300 — 300 —	Pistolese Elvira, Pistolese Maria, Pistolese Giulia di Luigi, dom. in Napoli, nelle due ultime rendite leggasi « nubile »; con usuf. a Pistolese Elvira fu *Gennaro*, moglie di Consiglio Biagio, dom. in Rionero in Vulture (Potenza).	Intestate come contro; con usuf. a Pistolese Elvira fu *Emidio-Gennaro*, moglie di Consiglio Biagio, dom. come contro.
»	449332	790 —	*Orfani Paolo* fu Pietro, dom. in Corte Palasio (Milano).	*Arfani Giacomo detto Paolo*, dom. come contro.
» » » » 3.50 %	60765 279995 324990 405503 713816	1.250 — 400 — 565 — 600 — 38,50	Nigro Lucrezia, Franceschina e *Cristina* di Moisè, minori sotto la p. p. del padre, dom. in Grimaldi (Cosenza).	Nigro Lucrezia, Franceschina e *Maria-Cristina* di Moisè, minori ecc. come contro.
3.50 % mista	4911	70 —	Caputo *Filomena* fu Giovanni, nubile, dom. a S. Chirico Raparo (Potenza).	Caputo *Maria-Filomena* di Giovanni, nubile, dom. come contro.
3.50 %	688664	35 —	Scaglia Giuseppe fu Giacomo, dom. in Portula (Novara)	Scaglia Giuseppe fu Giacomo, *minore sotto la tutela di Scaglia Pietro*, dom. come contro.
»	506436	35 —	Vicario Adelaide fu Carlo, *nubile*, dom. in Cocconato (Alessandria).	Vicario Adelaide fu Carlo, *minore sotto la p. p. della madre Nervo Domitilla ved. Vicario*, dom. come contro.
»	506437	35 —	Vicario Antonietta fu Carlo, *nubile*, dom. come la precedente.	Vicario Antonietta fu Carlo, *minore* ecc. come la precedente.
Cons. 5 %	287592	85 —	Ferrero Teresa fu *Giuseppe*, minore sotto la tutela di Ferrero Adolfo, dom. in Torino.	Ferrero Teresa fu *Cesare*, minore ecc. come contro.
3.50 %	760369	273 —	Colli Guglielmina, Nino e Pia fu Edoardo, minori sotto la p. p. della madre Pasciuti *Antonietta* fu Giuseppe, ved. di Colli Edoardo, dom. in Parona Lomellina (Pavia); con usuf. vital. a Pasciuti *Antonietta* fu Giuseppe, ved. di Colli Edoardo, dom. come sopra.	Colli Guglielmina, Nino e Pia fu Edoardo, minori sotto la p. p. della madre Pasciuti *Maria-Antonia* fu Giuseppe, ved. ecc. come contro.
Cons. 5 % »	165824 166572	20 — 45 —	Troccoli Amalia di Nicola, *minore sotto la p. p. del padre*, dom. in Venosa (Potenza).	Troccoli Amalia di Nicola, *moglie di Andrinoli o Andrioli Domenico-Erman-Pietro*, dom. come contro
»	221269	5 —	Troccoli Amalia di Nicola, nubile, dom. in Salerno.	
3.50 %	395098	84 —	Campanella *Giuseppina* di Pasquale, moglie di Rindelli Michele, dom. in Laino Borgo (Cosenza).	Campanella *Maria-Giuseppa* di Pasquale, moglie ecc. come contro.
»	362760	381,50	Corbetta *Marianna* fu Paolo, moglie di Marzorati Edoardo, dom. in Como, vincolata.	Corbetta *Anna-Maria-Carmelina, detta Marianna* fu Paolo, moglie ecc. come contro, vincolata.

DEBITO	NUMERO di iscrizione	AMMONTARE della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
1	2	3	4	5
3.50 %	184249	301 —	*Cappucci Annina* di Pasquale, moglie di Filippo Proto fu Luigi, dom. in Salerno, vincolata.	*Cappuccio Maria-Anna* di Pasquale, moglie ecc. come contro, vincolata.
Cons. 5 %	197804	15 —	Stabile *Sarina* fu Antonino, minore sotto la p. p. della madre Leone Giuseppa ved. Stabile, dom. in Alcamo (Trapani).	Stabile *Savina* fu Antonino, minore ecc. come contro.
»	480293	285 —	Nicola Cesare ed Angelo di Evasio, minori sotto la p. p. del padre, dom. in Torino; con usuf. a Nicola Evasio fu *Giovanni*, dom. in Torino.	Intestata come contro; con usuf. a Nicola Evasio fu *Stefano*, dom. in Torino.
»	300285	165 —	Ghio *Giovanni* fu Agostino, minore sotto la p. p. della madre Ghio Luigia fu Lorenzo, dom. in Rapallo (Genova).	Ghio *Benedetto-Giovanni* fu Agostino, minore ecc. come contro.
3.50 %	795277	1.827 —	Del Guerra Giuseppe e Giovan Battista fu Pietro, dom. in Pontedera (Pisa) ed altri, eredi indivisi di Del Guerra Silvestro ecc., con usuf. a Buti *Sestilia* fu Francesco, nubile, dom. in Crespina (Pisa).	Intestata come contro; con usuf. a Buti *Maria-Sestilia* fu Francesco, nubile, dom. come contro.
Cons. 5 %	299198	3.000 —	*Cavallo* Onorata di Filippo, moglie di Cavallo Celso di Aventino, dom. in Costigliole d'Asti (Alessandria).	*Borio* Onorata di Filippo, moglie ecc. come contro.
Cons. 5 % Littorio	7353	585 —	Artusato *Domenica*, Mario, Luigi, Luigia, Elena ed Armida fu Italico, *minori* sotto la p. p. della madre Belussi Angelina, ved. di Artusato Italico, dom in Motta di Livenza (Treviso).	Artusato *Dina-Luigia-Domenica, detta Domenica*, Mario, Elena, Luigi ed Armida fu Italico, *i due minori* sotto la p. p. della madre Belussi Angelina ved. di Artusato Italico dom. in Motta di Livenza (Treviso), *e aventi diritto alla successione di Artusato Luigia* fu Italico.
3.50 %	773556	146 —	Spadacenta Paolo di Carlo, dom. in Napoli.	Spadacenta Paolo di Carlo, *minore sotto la p. p. del padre*, dom. in Napoli.
»	713356	87,50	Vierin Benedetto, Luigi, Cecilia ed *Arsillo* fu Giulio-Placida, minore sotto la p. p. della madre Perotto Giovanna di Gregorio, ved. di Vierin Giulio-Placido, dom. in Aosta (Torino).	Vierin Benedetto, Luigi, Cecilia ed *Alcide* fu Giulio-Placido, minori ecc. come contro.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale sul Debito pubblico approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, li 5 marzo 1932 - Anno X

Il direttore generale: CIARROCCA

(2321)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato G. C.